

**ETUDE DES EFFETS DE L'INTERVENTION
DE L'ORSTOM DANS QUATRE PAYS TESTS
MEXIQUE, CAMEROUN, CONGO, NIGER**

**ETUDE REALISEE A LA DEMANDE DU
COMITE NATIONAL D'EVALUATION DE LA RECHERCHE**

RAPPORT INTERMEDIAIRE PAYS : CAMEROUN

Direction scientifique :

Dominique DESJEUX, Professeur d'anthropologie sociale et culturelle à
l'Université Paris V-Sorbonne, Directeur scientifique d'Argonautes

Enquête réalisée par :

Sophie ALAMI, Sociologue, Chercheur à Argonautes

Dominique DESJEUX, Professeur d'anthropologie

Sophie TAPONIER, Chercheur au Laboratoire d'Ethnologie de l'Université Paris V-
Sorbonne, Directeur de la recherche et des études d'Argonautes

AOUT - OCTOBRE 1992

SOMMAIRE

INTRODUCTION	p. 3
---------------------	------

CHAPITRE I : L'IMPLANTATION DES CHERCHEURS DE L'ORSTOM DANS LES INSTITUTIONS CAMEROUNAISES	p. 5
---	------

A. LES INSTITUTS DE RECHERCHE ET L'UNIVERSITE : UNE SITUATION BLOQUEE ET UN SENTIMENT D'IMPUISSANCE POUR LES CHERCHEURS EXPATRIES	p. 8
1. L'IRA, l'IMPM et l'Université : un dénuement matériel	p. 9
2. L'IRGM et l'INC : une situation limite pour une recherche productive	p. 11
B. LE CAS DE L'EX-ISH : UNE RECHERCHE EN MARCHÉ MALGRÉ LA PRECARITÉ DE LA SITUATION DES CHERCHEURS CAMEROUNAIS	p. 19
C. L'OCEAC ET LE CENTRE PASTEUR : UNE ACTIVITÉ DE L'ORSTOM RELATIVEMENT AUTONOME AU SEIN DES ORGANISMES, ET UNE RECHERCHE DYNAMIQUE	p. 25
1. Une autonomie de l'action de l'ORSTOM	p. 25
2. Une implantation qui permet l'obtention de financements extérieurs importants	p. 28
3. La personnalité des chercheurs et les réseaux qu'ils construisent : deux facteurs nécessaires à la dynamique et à la continuité dans la recherche	p. 33

CHAPITRE II - LA SITUATION DES CHERCHEURS CAMEROUNAIS ET LE PARTENARIAT	p. 36
--	-------

A. LA SITUATION DES CHERCHEURS LOCAUX ET LEURS STRATÉGIES	p. 38
1. Des chercheurs extrêmement dépendants des financements internationaux	p. 38

B. L'ORSTOM : PIECE MAITRESSE SUR L'ECHIQUIER DE LA RECHERCHE DE FINANCEMENTS	p. 47
1. Le partenariat : une coopération en partie imposée par le Cameroun	p. 47
2. L'origine des relations entre le chercheur local et l'ORSTOM	p. 50
3. La forme des relations entre locaux et orstomiens	p. 52
4. Les principales sources de tension	p. 55

CHAPITRE III - LES IMPACTS DE LA PRESENCE DE L'ORSTOM AU CAMEROUN	p. 58
--	-------

A. LES IMPACTS POUR L'ORSTOM, ET PLUS GENERALEMENT POUR LA FRANCE	p. 59
1. Les impacts "idéologiques" et "stratégiques"	p. 60
2. Les impacts "scientifiques"	p. 61
B. LES IMPACTS POUR LE CAMEROUN	p. 68
1. Les impacts, sur la recherche en partenariat, de la présence de "l'institution ORSTOM"	p. 68
2. Les impacts des actions de recherche menées par l'ORSTOM	p. 82

CHAPITRE IV - LES TENSIONS ENTRE "RECHERCHE", "DEVELOPPEMENT" ET "COOPERATION"	p. 94
---	-------

A. UNE TENSION ENTRE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DANS LE DISCOURS DES CHERCHEURS DE L'ORSTOM	p. 95
B. LES LIMITES STRUCTURELLES AU CAMEROUN DE LA MISSION DE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION DE L'ORSTOM	p. 99
ANNEXE : liste des personnes interviewées	p. 104

INTRODUCTION

L'activité de recherche de l'ORSTOM au Cameroun est caractérisée par sa diversité, puisque les cinq départements y sont représentés.

Les sciences de la terre et, dans une moindre mesure, l'hydrologie restent des disciplines présentes, bien que les recherches soient moins intenses que dans les années soixante. En revanche, le secteur en développement depuis un ou deux ans est celui de la santé. Le Cameroun accueille également un programme SUD de développement d'un réseau d'observatoires.

Par ailleurs, nous trouvons au Cameroun un large échantillon des modes d'organisation de la recherche orstomienne, du chercheur isolé à l'équipe structurée, en passant par des chercheurs en réseaux.

L'originalité de la présence de l'ORSTOM au Cameroun réside dans les relations entre l'Institut et les organismes de recherche camerounais, puisque les orstomiens travaillent au sein des structures locales.

Le cas du Cameroun est intéressant dans le sens où il illustre la tentative pour l'ORSTOM de développer une recherche en coopération, et ceci dans un contexte politique particulièrement instable, qui rend les conditions de recherche incertaines.

C'est par conséquent autour de cette spécificité de la recherche en partenariat que nous avons axé notre travail, en interviewant durant notre séjour à Yaoundé non seulement des orstomiens, mais aussi de nombreux chercheurs en contrat d'association ou partenaires ponctuels de l'ORSTOM¹.

Nous présenterons notre travail en quatre parties :

La première est consacrée à la présentation des différentes implantations de l'ORSTOM au Cameroun, à l'analyse de leur spécificité respective et des conséquences sur les conditions de la recherche orstomienne.

La deuxième partie est centrée sur le partenariat. Nous présenterons la situation des chercheurs camerounais. Nous analyserons leurs stratégies pour rechercher des financements, et la place de l'ORSTOM dans cette recherche.

L'analyse des impacts de l'intervention de l'ORSTOM au Cameroun, pour l'Institut et pour le pays d'accueil, fera l'objet de la troisième partie.

Enfin, nous concluons notre rapport par un chapitre consacré aux difficultés posées par la juxtaposition des termes "recherche", "développement" et "coopération", analysées au double niveau des orstomiens et du Cameroun.

¹ La liste des personnes que nous avons interviewées, leur statut et le thème de leur recherche sont donnés en annexe.

CHAPITRE I

L'IMPLANTATION DES CHERCHEURS
DE L'ORSTOM DANS
LES INSTITUTIONS CAMEROUNAISES

Depuis 1980, date de la création au Cameroun de la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique (DGRST), les chercheurs ORSTOM sont intégrés dans les instituts de recherche camerounais, afin de répondre au souhait de la DGRST d'un travail en collaboration plus étroite avec les chercheurs du pays.

Le dispositif de recherche camerounais s'organise autour d'une part d'instituts de recherche, et d'autre part de l'université.

Mais depuis 1987, le Cameroun est entré dans une crise économique qui se traduit par une réduction drastique des budgets de la recherche, qui sont aujourd'hui quasiment nuls. Les contraintes du plan d'ajustement structurel imposées par le FMI pour que l'Etat camerounais assainisse sa gestion et réduise ses charges conduisent le gouvernement à entreprendre depuis 1990 une réorganisation progressive de l'ensemble des instituts. Cette restructuration, se traduisant pas des diminutions d'effectifs et des compressions de crédits de fonctionnement, crée une situation de forte tension sociale entre les chercheurs et l'Etat. Elle a entraîné en 1991 la suppression d'un des cinq instituts de recherche, l'ISH (Institut des Sciences Humaines).

Subsistent donc aujourd'hui les quatre instituts suivants :

- l'IMPM : Institut de Recherches Médicales et d'Etudes des Plantes Médicinales

- l'IRA : Institut de la Recherche Agronomique

- l'IRGM : Institut de Recherches Géologiques et Minières

- l'IRZV : Institut de Recherches Zootechniques et Vétérinaires.

Subsiste également le Centre Géographique National (CGN), qui existait sous la tutelle de l'ISH et qui a survécu à la suppression de l'Institut, en étant réorganisé en 1992 en Institut National de la Cartographie (INC).

En ce qui concerne la recherche universitaire, elle est essentiellement représentée à l'Université de Yaoundé, et dans les centres universitaires de Douala et de Dschang. Cette recherche ne bénéficie pas de plus de moyens financiers camerounais que celle des instituts.

L'Orstom est présent dans la quasi-totalité de ces institutions. En outre, les chercheurs de l'ORSTOM sont implantés dans trois autres antennes :

- Une antenne au Centre Pasteur de Yaoundé, institution camerounaise qui accueille un service d'entomologie et un service de parasitologie de l'ORSTOM.

- Une antenne à l'OCEAC (Organisation de Coordination pour la lutte contre les Endémies en Afrique Centrale), organisme régional qui regroupe le Cameroun, la Guinée équatoriale, le Gabon, le Congo, la République de Centre Afrique et le Tchad, et qui accueille un département d'entomologie médicale de l'ORSTOM.

- Une antenne MRST/ORSTOM à Maroua, dans le Nord du Cameroun.

L'ORSTOM au Cameroun compte, en 1992, 35 personnes expatriées, dont 18 chercheurs, 1 ingénieurs, 7 techniciens, 4 VSN et 5 allocataires.

Le principal intérêt pour la recherche orstomienne de l'implantation des chercheurs dans les structures camerounaises est qu'elle n'apparaît pas comme émanant uniquement d'une structure française. En conséquence, les programmes orstomiens en coopération peuvent bénéficier de financements de la MAC, et les négociations entre les deux institutions MAC / ORSTOM sont plus faciles, car elles ne sont pas en position de concurrence, comme au Congo par exemple.

La situation des orstomiens et les conditions de leur recherche sont étroitement liées à l'état des différentes structures camerounaises et aux modalités de leur accueil. Les situations de recherche sont extrêmement

contrastées, et nous pouvons organiser leur diversité autour de trois cas de figure.

A. LES INSTITUTS DE RECHERCHE ET L'UNIVERSITE : UNE SITUATION BLOQUEE ET UN SENTIMENT D'IMPUISSANCE POUR LES CHERCHEURS EXPATRIES

D'après les informations que nous avons pu recueillir, le dénominateur commun aux instituts camerounais et à l'université est le manque de moyens matériels minimum pour fonctionner.

Les instituts de recherche, qui dépendent du Ministère de la Recherche Scientifique et Technique (MRST), n'ont aujourd'hui plus de financements. Les salaires des chercheurs locaux n'ont dans certains cas pas été versés depuis plusieurs mois, et le personnel de l'IRGM par exemple était en grève depuis un mois au moment de notre venue à Yaoundé.

Quant à l'université, qui a pour tutelle le Ministère de l'Enseignement Supérieur, elle consacre le peu de ressources dont elle dispose en priorité à l'enseignement, la recherche ne recevant rien.

La recherche dans les instituts ou à l'université, si elle a été financée en partie par l'Etat camerounais dans les années 80, est donc aujourd'hui étroitement dépendante des financements internationaux. Toutefois, ceux-ci sont semble-t-il souvent insuffisants pour assurer les conditions matérielles minimum au fonctionnement d'une activité de recherche.

1. L'IRA, l'IMPM et l'Université : un dénuement matériel

Nous n'avons que peu d'informations sur la situation de la recherche orstomienne à l'IRA et à l'IMPM, car nous n'avons pas rencontré de chercheur expatrié en poste actuellement dans ces instituts.

L'IMPM, et notamment le Centre de Nutrition, a accueilli ces dernières années plusieurs programmes autour de l'anthropologie alimentaire, l'anémie nutritionnelle et les recherches sur les farines de sevrage. Aujourd'hui, les chercheurs camerounais poursuivent certains programmes, mais le seul chercheur ORSTOM qui restait en poste à l'IMPM est parti en juin 92.

La collaboration de l'ORSTOM avec l'IRA a également connu une baisse d'intensité. Trois programmes sont actuellement en cours (un sur "la réhabilitation des terres marginales du Nord Cameroun", l'autre sur "l'évolution des agro-systèmes et la diffusion des plantes cultivées", et le troisième en partenariat avec l'IRGM, sur "la cartographie des formations superficielles des zones forestières du Cameroun") mais, alors qu'il y avait une dizaine de chercheurs ORSTOM il y a quelques années, il ne reste aujourd'hui à l'IRA plus qu'un chercheur, absent lors de notre venue.

Les témoignages des chercheurs camerounais que nous avons pu rencontrer confirment toutefois l'état de dénuement matériel de ces institutions :

"J'ai commencé mes recherches sur le safoutier au moment de la crise économique. Je n'ai pas eu de chance, il n'y a plus de financement. Il n'y a plus que des financements ORSTOM pour le moment. Il n'y a pas d'aide internationale. L'IRA n'a pratiquement rien comme moyens : il y a des champs de 4 ha à Djombe mais cela ne suffit pas. Il faut que les parcelles soient entretenues, il faut payer les hormones. Les salaires ne sont pas payés depuis dix mois. Avant l'IRA avait un budget autonome pour les contractuels. Maintenant c'est fini." (chercheur local)

A l'IMPM, un certain nombre d'appareils sophistiqués n'ont pas pu être entretenus et sont aujourd'hui en panne, comme nous avons pu l'observer *de visu* lors de notre visite du laboratoire. Le chercheur commente :

"C'est un spectrophotomètre à absorption atomique, mais il est en panne. Il y a plein de moisissures sur les circuits. Avant, on avait un matériel avec un maniement manuel des vannes. Maintenant, c'est entièrement électronique, mais c'est en panne !" (chercheur local)

De même, la bombe calorimètre, qui permet de mesurer l'énergie contenue dans les aliments, ne marche plus. L'appareil n'a pas fonctionné pendant quatre ans, car durant toute cette période, l'IRA a régulièrement manqué d'eau.

Rare équipement à fonctionner, le chromatographe à phase liquide a été donné par la FAO en contrepartie d'un travail d'expertise sur les pollutions halieutiques. D'une façon générale, seuls les financements internationaux (programmes de recherche ou expertises) permettent éventuellement aux laboratoires d'obtenir des conditions minimum de fonctionnement :

"L'IMPM est en crise de financement, c'est pourquoi les programmes de collaboration sont importants. Il y a des chercheurs de l'IMPM qui ont des programmes financés par l'extérieur, le FAC, l'OMS... Le Cameroun n'arrive plus à financer." (chercheur local)

La même absence de moyens en dehors des apports étrangers caractérise la faculté des sciences :

"Mon département à la fac, je le jugerai très sévèrement. Notre équipement est très vétuste, ce qui n'est pas le cas par exemple, dans le département chimie minérale qui est bien équipé. Nous nos microscopes sont en mauvais état, on n'a pas de support à mettre sous les microscopes (...) C'est toujours révoltant au départ surtout quand on arrive du laboratoire (en France) où tout coulait de source ! Et quand on est enseignant, on n'a pas le temps de bricoler". (...)

"Pour le travail de terrain, il me faut un véhicule. A la fac de sciences, il n'y a plus de moyens, plus de cadre de travail. C'est donc l'ORSTOM qui me donne un véhicule." (chercheur local)

"J'encadre des étudiants en thèse, DEA et maîtrise. Je travaille plus particulièrement avec une maîtrise et une thèse. Ce sont des étudiants de la fac de sciences. Mais je ne sais pas quoi en faire ! Ils n'ont aucune bourse, et ils comptent sur l'ORSTOM. Ici, on a l'impression de peigner une girafe !" (chercheur expatrié)

2. L'IRGM et l'INC : une situation limite pour une recherche productive

Nous avons pu en revanche rencontrer des orstomiens qui sont actuellement accueillis à l'IRGM et à l'INC, qui nous ont fait part des difficultés de leur activité dans ces instituts.

Dans les années 1960, la pédologie et l'hydrologie étaient des disciplines dominantes de la recherche de l'ORSTOM au Cameroun, et l'ORSTOM a accumulé des données sur plusieurs années. Aujourd'hui, ces disciplines n'ont plus le même poids, et le rythme des recherches est ralenti :

"Aujourd'hui, on sort de l'inventaire. Il faudrait faire des monographies de cours d'eau, des mesures de débit, mais il y a des problèmes financiers : tout ce qui est sur financement camerounais est en veilleuse (...). L'IRGM est en grève, il n'y a plus aucun moyen, tout dépend des financements extérieurs." (chercheur local)

L'IRGM accueille néanmoins trois chercheurs expatriés, sur des programmes d'étude des eaux de surface et de leur ruissellement, de caractérisation des formations superficielles, de recherche sur les lacs à risque d'éruption gazeuse. S'y déroule également une recherche sur le programme ECOFIT (Ecosystème et paléo-écosystème des forêts intertropicales).

En ce qui concerne l'INC, l'institut accueille actuellement un cartographe de l'ORSTOM chargé de la réalisation de l'Atlas de l'extrême Nord Cameroun. Par ailleurs, plusieurs chercheurs en sciences humaines camerounais de l'ex-ISH, réaffectés à l'INC, collaborent sur deux autres programmes de l'ORSTOM, "OCISCA" et "Eau et Santé", dont nous reparlerons plus loin.

L'absence de moyens, tant de l'IRGM que de l'INC, crée de multiples tensions, et les orstomiens rencontrent de nombreux problèmes pour mettre en oeuvre leurs travaux.

a/ Des conditions matérielles défectueuses et une ambiance de travail tendue

Les premières difficultés sont d'ordre matériel. Les chercheurs ne peuvent travailler par manque d'eau ou d'électricité. Ils sont contraints soit d'attendre, soit de prendre sur le budget de leur recherche le financement nécessaire à la mise en état des locaux. Dans tous les cas, le temps de mise en route du travail est considérablement ralenti :

"J'ai consacré un tiers de mon budget pour l'électricité et la remise en marche de la climatisation. Toute l'électricité a du être refaite, car toute l'installation était trop dangereuse. J'ai du réparer la climatisation pour conserver les films, c'est indispensable car ici, il y a très vite des moisissures." (chercheur expatrié)

"Je suis accueilli à l'IRGM à Nkolbissom près de Yaoundé. Mais ils sont en grève depuis un mois et l'accès est fermé. Avant, j'ai eu des problèmes car il n'y avait ni eau ni électricité ; les factures n'étaient pas payées." (chercheur expatrié)

L'**accès aux véhicules** est un autre problème majeur. L'IRGM par exemple n'ayant pas de véhicules, les chercheurs doivent utiliser ceux de la mission ORSTOM, qui ne sont pas en nombre suffisant. L'attribution des véhicules fait l'objet d'une planification qui demande au chercheur de prévoir son déplacement longtemps à l'avance. Mais cette planification ne tient par définition pas compte des aléas, qui sont lourds de conséquence :

"Ici, il y a un problème de véhicule car il n'y en a que deux. Juste avant mon arrivée au Cameroun, j'avais réservé un véhicule pour février. Mais comme le matériel n'est pas arrivé à temps, il a fallu que j'annule. Une fois mon matériel arrivé, c'était trop tard. Il n'y avait plus de voiture disponible : le planning était totalement plein." (chercheur expatrié)

"J'ai essayé de faire une sortie. La voiture rentrait le vendredi et je devais partir le lundi. Lorsque mon collègue est rentré, il m'a dit je fais une révision du véhicule demain, et lundi je te ramène la voiture. Le lundi matin, il est arrivé en m'annonçant que le moteur était coulé. Il a fallu annuler la sortie alors que j'avais réservé cette voiture depuis un bon bout de temps. Et après le planning était plein pendant longtemps. On dépense beaucoup d'énergie pour rien. Il n'y a pas de corrélation entre l'énergie dépensée et notre production !" (chercheur expatrié)

Le **non paiement des salaires des camerounais** crée une situation tendue et des conditions de travail extrêmement délicates. Les orstomiens tentent parfois de prendre un peu d'argent sur leur financement pour rémunérer le personnel, mais l'apport ne peut être de toute façon que limité :

"Les gens qui travaillent avec moi, ils sont tous contractuels et ils n'ont pas eu un sou depuis cinq mois. Je donne un peu d'argent, mais je ne peux pas les rémunérer réellement. Sur le code budgétaire 644, je donne 800 francs et je donne 1600 francs par an au photographe qui m'aide le plus. Je donne cela sous forme de prime. C'est un accord avec le représentant : on ne pouvait pas les payer car ce sont des personnels de l'INC, donc la seule solution, c'est la prime annuelle ! (...) et sans le

photographe, je n'aurais jamais réussi à travailler !" (chercheur expatrié)

Les grèves ou le non paiement des salaires, sources de tensions sociales importantes, sont sources également de **tensions psychologiques** assez fortes pour les chercheurs français qui travaillent dans ces conditions :

"En 1991, je suis rentré en France. Les salaires commençaient à trainer (...) En 1992, il n'y a plus eu de salaire versé à l'INC. Puis l'eau et l'électricité ont été coupées. Quand l'ISH a été fermé, il y a eu occupation des locaux de l'INC par les ex-ISH. Ca été très dur. En mars 92, pendant une semaine, ils ont occupé les locaux. L'armée est venue intervenir et on a réouvert le centre mais après tout cela, le climat était tout à fait différent. Pendant longtemps, il y a eu des militaires qui faisaient la garde. Ca fait drôle de travailler avec des gens armés qui font la garde devant vos fenêtres !" (chercheur expatrié)

b/ Une administration de l'ORSTOM en France qui n'arrive pas à faciliter la situation des chercheurs

Les chercheurs rencontrés expriment de vives critiques à l'égard de l'administration orstomienne en France, qu'ils accusent de ne rien faire pour faciliter leur situation au Cameroun.

Tout d'abord certains se plaignent d'**avoir reçu leurs premiers salaires très tardivement après leur affectation** :

"Je n'ai pas été payé par l'ORSTOM pendant trois mois car ils se sont trompés de numéro de compte". (chercheur expatrié)

"Je suis arrivé en novembre au Cameroun. C'est ma première affectation où, à mon arrivée, j'avais une maison et un véhicule personnel. Le problème c'est qu'après il y a eu dix mois de galère à cause de l'ORSTOM, pour tout, mon salaire et le matériel. C'est dû au je m'en foutisme

parisien. Une fois qu'on est casé, ils s'en foutent. J'ai failli être interdit de chèque et de carte bancaire car ils ne m'avaient pas versé non seulement un mois de salaire mais aussi l'avance de deux mois qu'ils m'avaient accordée. Et avec le déménagement et tous les frais d'installation, j'avais un gros découvert". (chercheur expatrié)

Les mêmes **problèmes de retard** touchent la **mise à disposition des fonds des actions budgétées** :

"Dès mars 91, j'ai rédigé une demande de matériel et de financement mais la délégation d'argent est arrivée le 15 juin 92, alors que je suis arrivé en décembre 91 et que tous mes devis étaient prêts en février 92". (chercheur expatrié)

Enfin, les **problèmes de délais** se posent pour **l'acheminement du matériel commandé en France**, soumis aux lenteurs et blocages administratifs divers :

"Moi, je suis parti de France avec du matériel, près de 370 kg, mais ce n'était pas encore suffisant. Donc, il m'a fallu faire des commandes d'ici. Il a fallu six mois pour recevoir le matériel et ça a été bloqué deux mois à la douane. Et ça parce qu'à Bondy, personne ne pouvait me dire si la France avait payé les frais ou non. Je n'allais pas repayer s'ils l'avaient déjà fait ! Or le matériel n'a pas été conservé dans de bonnes conditions et il y a eu pour 10 000 FF de foutu en l'air. Enfin, ici ils s'efforcent de s'en servir quand même !" (chercheur expatrié)

"J'ai fait construire un matériel à Bondy. Il devait être prêt entre juin et août 1991, je l'ai eu en février 1992 (...). J'en ai acheté un autre qui a été livré à Pointe Noire, mais il y a eu des problèmes de dédouanement car les papiers nécessaires étaient en France. Le problème c'est pour le faire sortir du Congo et le faire venir ici : il faut pouvoir prouver que c'est le même matériel qui ressort (...). En février 92, j'ai pu faire une manip car le premier matériel est finalement arrivé ici. Mais il a fallu que j'envoie un nombre pas possible de fax, que je gueule, que j'insulte les gens pour avoir quelque chose, pour qu'ils se bougent. Ce matériel est resté bloqué un mois et demi car la facture n'avait pas bien été faite à Paris". (chercheur expatrié)

D'après les chercheurs rencontrés, **l'administration parisienne fait preuve d'une rigidité formelle qui entrave leur travail**. Ils critiquent l'incapacité de l'ORSTOM en France à imaginer les problèmes d'approvisionnement locaux, qui peut entraîner des refus d'envoi de matériel. La difficulté est que ce qui apparaît comme un détail vu de France est souvent ce qui conditionne le travail de l'orstomien sur place :

"J'avais besoin d'ampoules spécifiques en 110 V, qu'il m'a fallu faire venir de France. Pour la commande de ces ampoules, on m'a fait des problèmes ; on m'a dit 'vous n'avez pas besoin de faire venir des ampoules de France !' et bien si ! car ici on n'en trouve pas." (chercheur expatrié)

"J'ai demandé uniquement deux boîtes d'anneaux, et ils ont refusé ; or une boîte coûte 10 000 FF et je ne peux pas l'acheter sur mon budget. Alors, on se débrouille avec ce qu'on a : les uns attendant que les autres finissent pour travailler." (chercheur expatrié)

c/ Face aux difficultés logistiques, une seule solution, le "système D"

Devant les problèmes rencontrés, les orstomiens mettent en place **des stratégies de "débrouille"**, essentiellement sous forme d'**échanges de services informels**. Un chercheur intervient par exemple à l'université, en échange de quoi il peut bénéficier d'un local :

"Je leur fais plaisir en intervenant à la fac mais en étant IRGM, je suis libre. Je vais à la fac, car il n'y a pas d'étudiants à l'IRGM pour travailler avec moi, et de toute façon, ils étaient en grève. La fac me permet d'avoir un local car l'IRGM est fermé à cause des grèves". (chercheur expatrié)

D'autres relations et services informels lui ont permis d'obtenir le matériel dont il avait besoin :

"Il me fallait un bateau mais il n'y a pas de bateau ici. Alors c'est la démerde : j'en ai trouvé un hors de l'ORSTOM avec un moteur de hors-bord (...). Ici, j'arrive par des copains, des relations, à avoir accès à du matériel dans les instances étrangères et à des prix honnêtes. Et pour ECOFIT, toutes les disciplines peuvent intervenir ; mais ça reste en fouinant que j'y arrive, ça reste informel, il n'y a aucun contact au titre de l'ORSTOM. En contrepartie, je donne un appui scientifique, un coup de main pour une biblio et je donne ma carte de bibliothèque de l'ORSTOM. C'est comme ça que j'ai eu un bateau". (chercheur expatrié)

Mais les orstomiens prennent aussi sur eux, en achetant du matériel sur leur argent personnel, ou en utilisant leur domicile comme lieu de travail :

"Ici, il n'y a pas d'informatique. Je me suis acheté un ordinateur sur mon argent personnel et tous mes logiciels sont piratés. Ca veut dire qu'à chaque fois que j'allume mon ordinateur il est inscrit à l'écran que je risque des poursuites pour piratage ! C'est rageant cette situation, d'autant que les missionnaires quand ils viennent, ils ont tout ce qu'ils veulent !" (chercheur expatrié)

"Je me suis installé chez moi pour travailler. J'ai fait faire des tables à dessin que j'ai installées chez moi." (chercheur expatrié)

d/ Des chercheurs finalement assez amers

Ces difficultés incessantes, même si les chercheurs "prennent sur eux" pour y faire face, finissent néanmoins par les rendre assez amers. Selon eux, la France ne se donne pas les moyens d'assurer le partenariat qu'elle initie :

"Les camerounais voulaient faire des choses, ils venaient demander du travail (...). On aurait pu avoir les moyens d'y répondre, c'est ça le partenariat ; mais en France, on s'en fout de cette demande." (chercheur expatrié)

L'amertume des chercheurs rencontrés est d'autant plus forte qu'ils ne se sentent pas soutenus (*"l'administration de l'ORSTOM, c'est démmerez-vous pour tout"*). Ils ont le sentiment de devoir assumer une coordination complexe et beaucoup de responsabilités, et cela sans aucune reconnaissance de leur direction.

B. LE CAS DE L'EX-ISH : UNE RECHERCHE EN MARCHÉ MALGRÉ LA PRECARITÉ DE LA SITUATION DES CHERCHEURS CAMEROUNAIS

L'ISH, Institut des Sciences Sociales, était le cinquième institut de recherche du Cameroun, qui a été dissous par décret présidentiel, en octobre 1991. Un interviewé camerounais retrace l'histoire de cette dissolution de la façon suivante : l'ISH souffrait depuis plusieurs années d'un sureffectif administratif, qui engendrait des coûts de fonctionnement très élevés pour une faible productivité scientifique. En 1990, la banque mondiale commande une mission d'évaluation de l'institut, menée par une équipe belge. Le rapport d'évaluation souligne le sureffectif du personnel administratif - 400 personnes, pour 100 chercheurs - et préconise soit la dissolution de l'ISH avec reversement des chercheurs à l'université, soit la compression du nombre de personnels administratifs. Suite à ce rapport, l'ISH propose la restructuration de l'institut :

"En 1991, on a étudié le rapport des belges. On a trouvé qu'il fallait plutôt restructurer en supprimant des administratifs. C'est cela qui a été proposé à la mission de réhabilitation des entreprises publiques. (En

effet) pour nous, le reversement des chercheurs à l'université signifiait la fin de la recherche". (chercheur local)

Mais entre-temps, les membres de l'ISH subissent de nombreuses irrégularités dans le versement de leurs salaires, ce qui les amène à des mouvements protestataires (marche vers la Présidence, sittings dans les locaux du ministère, séquestration du ministre). Le ministère profite de cette "agitation" pour demander la dissolution de l'ISH, qui représentait un lieu de "dissidence" et abritait plusieurs personnalités de la ligne dure de l'opposition politique.

Au moment de la dissolution, plusieurs programmes de recherche en partenariat ORSTOM/ISH étaient en cours. Des chercheurs de l'ISH travaillaient par exemple à Maroua sur des programmes en archéologie et en ethno-linguistique, et à Yaoundé en anthropologie alimentaire et sur le programme OCISCA. Il semble, d'après le rapport du représentant ORSTOM à Yaoundé², que les programmes ont pu néanmoins continuer, les chercheurs camerounais poursuivant leur travail même sans statut et sans salaire, et que *"moyennant des aménagements ponctuels, ces programmes purent se dérouler dans d'assez bonne conditions"*.

Nous n'avons pas analysé l'ensemble des programmes faisant intervenir des chercheurs de l'ex-ISH, et nous prendrons **le programme OCISCA comme exemple du partenariat** de l'ORSTOM avec cet institut.

OCISCA (Observatoires du changement social et de l'innovation au Cameroun) est un des plus importants programmes en sciences sociales menés par l'ORSTOM actuellement au Cameroun. Ce programme a été initié en 1990 par G. Courade, chercheur de l'ORSTOM, en association avec l'ISH à Yaoundé, l'Institut National

² "Eléments sur la présence de l'ORSTOM au Cameroun, dans le cadre de l'évaluation de l'Institut par le CNER"

de Développement Rural au Centre Universitaire de Dschang et le Centre de Recherche en Analyse Statistique de l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique. Il fait intervenir des chercheurs de diverses disciplines en sciences sociales (géographie, sociologie, démographie, économie) ainsi que des agronomes. L'objectif de ce programme est d'analyser les conséquences de la crise au Cameroun, et spécifiquement les effets de la politique d'ajustement structurel qui se met en place depuis 1987.

Cette analyse est menée à partir d'observatoires, milieux témoins qui permettent de suivre à intervalles réguliers un échantillon de population, et de repérer l'évolution des stratégies de résistance à la crise. Chaque observatoire est centré sur une question rendue spécifiquement aïgue par la crise économique. La première phase du projet (1990-1991) a vu la création de deux observatoires, un à Bafou (à l'Ouest) centré sur le café arabica, et un à Yemessoa (au Centre) centré sur le cacao.

Le financement d'OCISCA a été rendu possible par une aide du FAC gérée par la MAC *"dans le cadre d'un appui aux administrations économiques et financières au Cameroun, de 20 millions de francs français, pour la régie financière, la planification et l'environnement des entreprises. L'observatoire OCISCA est lié à la direction de la statistique, qui elle, dépend du Plan. Il a reçu une aide d'un million sur trois ans au titre de la planification."* (mission d'aide et de coopération). Le financement a eu semble-t-il un an de retard, mais le programme a néanmoins démarré grâce à un reliquat du financement du chercheur ORSTOM.

Il ne nous appartient pas ici d'entrer plus en détail dans le fonctionnement de ce programme, mais plutôt d'analyser la spécificité de sa mise en oeuvre.

Notons tout d'abord qu'OCISCA donne selon nous un bon exemple de **l'importance stratégique des réseaux de relations dans le montage d'un**

projet. OCISCA semble résulter en effet spécifiquement de la volonté d'un chercheur ORSTOM fortement impliqué dans le pays :

"Pour la phase 1, on a obtenu le financement FAC grâce à Courade, qui a de bonnes relations avec le Ministère de la Coopération." (chercheur expatrié)

"Le projet a été pensé à Paris par le ministère du Commerce et de l'Industrie et Courade en 1989. Le projet a été pensé avec un parti pris qui était d'associer des camerounais (..). Courade a vécu douze ans ici, et c'est un type militant". (chercheur expatrié)

Cette **implication d'une personnalité militante** comme condition d'existence du programme est également soulignée par un des chercheurs de l'ex-ISH dans son rapport de bilan de la première phase d'OCISCA³ :

"Pour le moment, le bilan qu'on peut faire d'OCISCA est un bilan relativement personnel. Du point de vue du partenariat et de la coopération, OCISCA est d'abord né d'une rencontre humaine entre un certain nombre d'hommes-clés, d'hommes-ressources tant du côté camerounais que du côté international ou extérieur (...). Mais il a fallu comme préalable à cette synergie constructive l'initiative d'une personne. OCISCA est né de l'insatisfaction et même de la révolte personnelle d'un chercheur".

L'animation d'un tel réseau de chercheurs de disciplines diverses demande une forte personnalité et une bonne assise scientifique. C'est une tâche qu'un jeune chercheur expatrié a du mal à assurer, par manque de légitimité :

"(...) C'est vrai qu'il faut aimer l'aventure, aimer résoudre des problèmes et avoir le sens de la diplomatie. Au départ, c'est difficile : il faut savoir

³ "Bilan et perspectives du projet OCISCA", par A.BOPDA, Ocisca-Yemessoa, BP 1857 ORSTOM-Yaoundé

ce faire accepter et c'est long d'autant que je suis jeune." (chercheur expatrié)

Cette tâche est d'autant plus délicate que **la situation des chercheurs camerounais est très difficile**, puisque depuis octobre 91, *"sur les cent chercheurs de l'ISH, cinquante sont dans la rue"* (ministère de la recherche).

Nous analyserons plus précisément les pratiques des chercheurs locaux dans le deuxième chapitre consacré au partenariat, mais nous pouvons déjà souligner la difficulté de mener à bien un programme complexe dans un climat d'une telle **instabilité** :

"Les gens ne sont plus payés donc on ne peut pas non plus leur demander de venir bosser. Et ils ont été matraqués lors du sitting qu'ils ont fait ; la période des villes mortes a duré de mai à décembre 91. (...) Heureusement on a terminé juste avant mais pour la fin, ça n'a pas été évident ; on a même failli griller vif !" (chercheur expatrié)

Une autre difficulté inhérente au programme OCISCA était la **gageure de la pluridisciplinarité**, qui n'a pas été sans engendrer de nombreuses tensions. La phase de création du questionnaire, qui a duré huit mois, semble avoir cristallisé la majeure partie des conflits et des blocages :

"En 90, lorsque je suis arrivé, on faisait le questionnaire; ça a pris 8 mois; il a été imprimé en novembre-décembre 90. A l'époque, il y avait 15 personnes et tous les chefs de service camerounais (de l'ISH); les réunions de travail étaient très formelles; on ne parlait pas librement; personne n'osait dire quoi que ce soit lorsqu'il s'agissait d'une proposition de question faite par un chef de service." (chercheur expatrié)

Paradoxalement, **la suppression de l'ISH en cours de programme a plutôt facilité le déroulement des recherches**. Il semble en effet que le projet ait été au départ quelque peu freiné par un excès de formalisme, notamment dans les

relations de l'ORSTOM avec l'ISH. Avec la disparition de cet institut, les freins mis par les institutionnels ont cessé, car ils n'étaient plus en position pour négocier, et la marge de manoeuvre des chercheurs impliqués s'est alors vue élargie :

"Finalement, depuis que l'ISH a disparu, le projet est assez décentralisé. (...) Avant octobre 91, c'est à dire avant la suppression de l'ISH, on a perdu beaucoup de temps !" (chercheur expatrié)

La suppression des salaires et les faibles moyens financiers du programme ont également créé une sélection parmi les chercheurs camerounais, seuls les plus impliqués continuant à travailler :

"Le projet a été attaqué par certains chercheurs camerounais. On fonctionne sans hiérarchie et sans argent, et avec des camerounais. Ça remet en cause pas mal de monde (...). Au départ, certains chercheurs ne voulaient pas s'associer; ils voulaient par exemple 500 francs pour sortir sur le terrain et nous, on refusait. (...) Finalement, ne viennent que les gens motivés et qui travaillent ; on s'est débarrassé des autres !" (chercheur expatrié)

En conclusion, OCISCA semble finalement un projet assez original, au moins dans trois de ses caractéristiques :

- sur le plan institutionnel, c'est un financement FAC soutenu par la MAC. Ce mode de financement est rendu possible par la spécificité de l'implantation ORSTOM au Cameroun, au sein des institutions locales. Alors que le soutien de la MAC aux centres ORSTOM est plutôt rare dans les autres pays, c'est un des principaux intérêts du mode d'implantation de l'ORSTOM au Cameroun.

- sur le plan de l'innovation, c'est à notre connaissance la première création d'observatoires sociaux de ce type en Afrique.

- enfin, c'est un programme qui a reçu un financement relativement important par rapport à la moyenne des financements des projets de sciences sociales.

Nous pouvons également dès à présent souligner l'impact d'OCISCA en terme d'animation de la recherche, par la publication d'un bulletin notamment.

La question qui peut finalement se poser concerne **la continuité de ce programme**. Il semble en effet aujourd'hui que G. Courade soit encore l'homme-pivot du dispositif, personne-clé pour résoudre un certain nombre de problèmes, tant scientifiques que logistiques :

"Le travail d'animation d'équipe, ça représente 80 % de son activité"
(chercheur local)

"Courade dirige 17 thèses" (chercheur expatrié)

"L'an prochain, deux camerounais, l'économiste et moi, on doit aller à un colloque sur la civilisation du cacao (...). Pour l'argent, Courade va se débrouiller !" (chercheur expatrié)

Qu'advient-il à son départ, qui est prévu prochainement ? Nous verrons que les modalités de fonctionnement d'OCISCA font l'objet de tensions entre certains chercheurs camerounais, ce qui laisse penser que la poursuite du projet n'ira probablement pas sans difficultés.

C. L'OCEAC ET LE CENTRE PASTEUR : UNE ACTIVITE DE L'ORSTOM RELATIVEMENT AUTONOME AU SEIN DES ORGANISMES, ET UNE RECHERCHE DYNAMIQUE

1. Une autonomie de l'action de l'ORSTOM

Les deux autres implantations de l'ORSTOM au Cameroun sont l'OCEAC, organisme régional, et le Centre Pasteur. Les recherches de l'ORSTOM dans ces deux organismes, relatives au domaine de la santé, connaissent en ce moment un

essor important qui se traduit par une croissance des effectifs orstomiens. La spécificité commune à ces deux implantations est que **l'activité de recherche de l'ORSTOM y est relativement autonome et indépendante du reste de l'organisme.**

L'OCEAC, organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale, a une situation privilégiée au Cameroun, puisque Yaoundé est le siège de l'organisme et son principal centre d'activité. Le centre OCEAC de Yaoundé comprend quatre services :

- un service d'épidémiologie, qui a, aux dires d'un chercheur expatrié, essentiellement un rôle d'expertise en santé publique ;
- un service de laboratoires, plateau technique où se font toutes les analyses, et noeu d des relations du centre ;
- un service de documentation, qui entre autres publie le "bulletin de l'OCEAC" ;
- enfin le service d'entomologie médicale, qui constitue l'épicentre des activités de l'ORSTOM. Ce service a été transformé en 1992 en département, intérimant peut-être ainsi le développement de l'activité de recherche au sein de l'OCEAC.

Certains chercheurs sont soucieux d'affirmer la réelle coopération entre les orstomiens et les autres membres de l'organisme :

"Il n'y a pas de bastion ORSTOM à l'intérieur de l'OCEAC. L'ORSTOM est présent surtout en entomologie médicale, mais il n'y a pas de cloisonnement. Il y a eu des orstomiens en épidémiologie, aux laboratoires, dans tous les services de l'OCEAC". (chercheur expatrié)

D'autres chercheurs au contraire utilisent pour décrire la situation de l'ORSTOM au sein de l'OCEAC la métaphore de *"l'Etat dans l'Etat"*.

Quoiqu'il en soit, les orstomiens affirment que leurs rapports avec le secrétaire général de l'OCEAC sont bons, car l'ORSTOM a apporté une ouverture sur la recherche en entomologie médicale, qui a *"un impact énorme en terme de santé publique"*. L'ORSTOM, en *"augmentant la masse critique de l'action de l'OCEAC"*, contribue à assurer *"la crédibilité de l'organisme"*.

Le département d'entomologie médicale compte aujourd'hui trois services ("entomologie du paludisme", "lutte anti-vectorielle" et "épidémiologie et génétique du paludisme"). L'ensemble des recherches est centré sur la question du paludisme, mais sur un spectre assez large qui va de "l'étude du cycle sporogonique de *P. falciparum* et des facteurs bloquant son évolution chez *An. gambiae*" aux actions de lutte par moustiquaires imprégnées, en passant par l'étude de la dynamique des populations d'anophèles ou l'analyse de la "susceptibilité génétique au paludisme". Certains orstomiens de l'OCEAC participent également au programme pluridisciplinaire "Eau et Santé" mené sous la responsabilité de J. Brengues au Centre Pasteur.

Au Centre Pasteur, le fait que la recherche au sein de l'organisme relève exclusivement de l'ORSTOM est encore plus net qu'à l'OCEAC :

"Il n'y a pas de possibilités de collaboration avec les gens du Centre Pasteur, ce ne sont pas des chercheurs, il n'y a que des laborantins".
(chercheur expatrié)

"Le directeur du Centre Pasteur est un médecin militaire. Ce n'est pas un chercheur, mais c'est un bon biologiste. (...) Mais il est bienveillant avec nous." (chercheur expatrié)

"Nous sommes surtout un abri pour l'ORSTOM. Il y a un accord entre le ministère de la Santé et l'ORSTOM. L'ORSTOM apporte les chercheurs et les moyens de la recherche, et le ministère de la santé, par le biais du

Centre Pasteur, fournit la logistique : véhicules, chauffeurs et techniciens de laboratoire". (membre du Centre Pasteur)

Le Centre appartenait initialement à l'Institut Pasteur en France, et a été nationalisé avec la création de l'IMPM. Aujourd'hui, le Centre connaît de graves problèmes financiers : l'Etat camerounais, qui finançait environ 30 % du budget, ne verse plus rien, et les revenus qui proviennent de la clientèle ont diminué de moitié. Les orstomiens espèrent que les compressions de personnels prévues ne remettront pas en cause le déroulement des programmes.

Le centre accueille aujourd'hui deux services de la recherche orstomienne, un service de parasitologie, dont les recherches sont axées sur les filarioses (onchocercose notamment), et un service d'entomologie qui travaille sur les moyens de lutte contre les vecteurs (lutte contre les simuliés, lutte contre les moustiques, et recherche d'agents entomopathogènes). Au Centre se déroulent également les recherches autour du grand programme "Eau et Santé".

2. Une implantation qui permet l'obtention de financements extérieurs importants

L'OCEAC, pas plus que le Centre Pasteur, n'a de moyens financiers, puisque la plupart des pays membres de l'organisation régionale ne paient pas leur cotisation. L'intérêt que les chercheurs de l'ORSTOM tirent de leur implantation est donc moins l'apport direct des organismes, que la possibilité, à travers ceux-ci, d'obtenir des financements français ou internationaux versés au titre de la coopération Nord-Sud. L'OCEAC a en outre l'avantage d'éviter les contraintes administratives caractéristiques des institutions camerounaises :

"L'intérêt (pour l'ORSTOM d'être à l'OCEAC) est double : d'une part, en étant dans une structure Sud / Sud, on peut recevoir des financements FAC, et d'autre part, on évite le poids des contraintes administratives camerounaises. C'est beaucoup plus rapide au niveau administratif. Dans une structure locale ou nationale, il n'y a pas d'action possible. (...) On met surtout entre parenthèses l'ORSTOM dans les discours. C'est plus intelligent de se placer dans une structure internationale Sud / Sud." (chercheur expatrié)

Cette position, alliée à l'avantage de travailler dans le domaine de la santé, thème porteur aujourd'hui en matière de financements, permet aux laboratoires **de ne pas avoir trop de problèmes de ressources monétaires :**

"La coopération paie bien, avec des facilités de gestion. Aujourd'hui, on a peu de problèmes d'argent, mis à part le problème des délais de paiement. Il faut compter un an en moyenne entre l'accord officiel et le versement des premières sommes ! (...) Les facteurs limitants aujourd'hui seraient plutôt le nombre d'hommes, la capacité à travailler, plus que les crédits." (chercheur expatrié)

Ces financements extérieurs permettent d'avoir du matériel et de mener à bien des travaux de recherche reconnus :

"A l'ORSTOM, on a les moyens de faire quelque chose. L'équipe de lutte antivectorielle est bien reconnue de l'OMS (...) J'ai eu la chance de travailler dans une équipe où, à travers les travaux de lutte, on a pu être reconnus. Ensuite, on obtient d'autres financements". (chercheur expatrié)

"(A l'OCEAC), c'est des moyens que nous n'avons pas à l'université. Un travail ne peut pas s'arrêter ici parce qu'il n'y aurait pas le matériel." (chercheur local)

Dans ces organismes également, le problème du manque de véhicules, souvent crucial ailleurs, ne se pose quasiment pas, les chercheurs pouvant disposer des voitures de l'OCEAC ou du Centre Pasteur.

Les travaux récents de l'ORSTOM au Centre Pasteur ont essentiellement été financés par l'OMS, les conventions ORSTOM comptant pour environ un quart ou un cinquième du budget. Le programme Eau et Santé a été financé jusqu'à présent par l'ORSTOM et le MRT français.

A l'OCEAC, d'après les chercheurs, la part du financement ORSTOM s'élève également à environ 20 % du budget total. Le principal bailleur de fonds est la Coopération. Les autres financeurs importants sont l'AUPELF pour les études épidémiologiques, l'INSERM pour l'étude de transmission génétique et la CEE et le MRT pour l'étude des relations entre vecteur et parasite.

La stratégie pour obtenir des financements est donc pour ces laboratoires de **construire des programmes de coopération Nord/Sud**, non seulement avec la France, mais aussi avec des laboratoires européens, afin de bénéficier des crédits de recherche CEE.

L'exemple peut-être le plus abouti de partenariat de recherche internationale Nord/Sud est donné avec le programme mené par l'ORSTOM, l'OCEAC et l'Université de Nimègue (Hollande). Ce programme porte sur la recherche des facteurs pouvant bloquer, dans l'anophèle vecteur (*An. Gambiae*), le déroulement du cycle sporogonique du parasite responsable du paludisme chez l'homme (*Plasmodium falciparum*). L'objectif à terme serait de mettre au point un vaccin qui, en bloquant l'évolution du parasite dans le moustique, bloquerait la transmission du paludisme, et de pouvoir associer ce type de vaccin à un vaccin pathogène. Ce programme reçoit, aux dires d'un chercheur, un financement de la CEE d'environ 300 000 écus (soit presque 2 millions de FF).

L'intérêt de cet exemple réside pour notre analyse dans **le mode de collaboration entre les deux laboratoires**. Il semble que dans ce programme, les termes de l'échange soient assez équilibrés et totalement complémentaires : Nimègue, laboratoire occidental, apporte des **techniques d'analyse du sérum extrêmement sophistiquées** et trop fragiles pour être transférables dans un pays du Sud ; l'ORSTOM-OCEAC apporte la "**vérité terrain**" indispensable au recueil du sérum et des conditions d'expérimentation les plus proches de la situation réelle :

"Ici, l'avantage est qu'on est plus proches de la réalité. Il faut prélever à un moment sur des porteurs naturels. C'est la différence et la complémentarité entre in vivo et in vitro". (chercheur local)

Pour ce faire, une liaison est établie entre un laborantin de l'OCEAC et un dispensaire à proximité : le sang infesté nécessaire pour nourrir les moustiques est prélevé chez les malades repérés au dispensaire. L'idéal serait même d'éviter toutes manipulations, mais cela semble peu réaliste :

"Le sang doit être le moins possible manipulé, pour simuler la situation de piqûre de l'homme par le moustique. L'idéal serait que le malade vienne mettre son bras dans la cage, pour nourrir directement le moustique. Mais ça, ce serait difficile à faire accepter aux malades !"
(chercheur local)

Par ailleurs, les expériences d'infestation des moustiques et d'étude statistique de la transmission sont menées en double dans les deux laboratoires, chacun disposant d'un insectarium, ce qui permet de valider les résultats⁴.

⁴ Les relations entre les deux laboratoires prennent ainsi par exemple la forme d'un échange d'échantillons de sang. Un échantillon de sérum infesté est envoyé à Nimègue pour l'infestation des moustiques. Inversement, du sang d'individus hollandais (n'ayant donc jamais été en contact avec le parasite) est envoyé à l'OCEAC. L'expérience consiste à remplacer le plasma du sérum infesté par le plasma du sang sain, puis à nourrir les moustiques avec cette

Enfin, les échanges entre les chercheurs des deux laboratoires sont fréquents, et les accueils réciproques de stagiaires sont systématiques. Il y avait au moment de notre venue à Yaoundé quatre stagiaires hollandais qui travaillaient sur les différents programmes de recherche de l'OCEAC.

En conclusion de ces remarques sur le financement des recherches à l'OCEAC et au Centre Pasteur, nous reprendrons les termes de la conclusion du rapport d'activités de l'OCEAC⁵, qui résumant bien à notre sens la spécificité et l'intérêt du positionnement de l'antenne ORSTOM dans cet organisme :

"La réalisation de ces différentes actions de recherches "fondamentales" et "opérationnelles" est rendue possible par la position délibérément prise par l'Antenne ORSTOM à l'intersection d'un double réseau, Nord-Sud et Sud-Sud :

- Nord-Sud grâce à toute une série de collaborations menées avec différents Instituts français, européens et autres dans le cadre de programmes communs impliquant également un échange de chercheurs, le transfert de technologies adaptées et la prise en compte de problématiques propres aux zones subsahariennes,*
- Sud-Sud grâce à la complémentarité des structures institutionnelles que représentent l'OCEAC. et l'ORSTOM pour développer une recherche scientifique pour le développement en coopération, ceci grâce au soutien matériel capital du Ministère français de la Coopération."*

3. La personnalité des chercheurs et les réseaux qu'ils construisent : deux facteurs nécessaires à la dynamique et à la continuité dans la recherche

mixture, et enfin à comparer le taux d'infestation des moustiques. On constate que le taux de transmission augmente avec le sang au plasma "sain". D'où l'hypothèse qu'il y aurait en zone endémique des facteurs qui inhibent le développement du parasite chez le vecteur.

⁵ Rapport d'activités du Département d'entomologie médicale de l'OCEAC (antenne Orstom) - P. Carnevale - 25.7.92

Comme dans le cas d'OCISCA, et nous pourrions probablement faire de cette remarque une généralité, seule l'implication et la persévérance des chercheurs et leur capacité à entretenir un bon réseau de relations permet d'engendrer une dynamique de recherche. Ainsi dans le cas de l'OCEAC, il semble que le développement de l'activité du département d'entomologie médicale soit en partie dû à l'impulsion de P. Carnevale, dont le rôle a été fondamental d'une part pour l'animation d'un ensemble de recherches autour du paludisme, et d'autre part pour l'obtention de financements grâce à sa notoriété et à son réseau de relations. Il semble pourtant que les débuts n'aient pas été faciles :

"Carnevale quand il est arrivé, avait un bureau à l'ULAV (unité de lutte anti vectorielle). Il a dû convaincre qu'on pouvait faire quelque chose. Il a dû convaincre d'allouer des crédits, d'affecter des étudiants (...). Il a fallu se battre, on ne nous attendait pas vraiment. L'OCEAC ne nous voyait pas arriver d'un bon œil. La première fois que je suis venu, je me suis fait jeté. Puis je suis revenu avec Carnevale et on nous a accepté. Mais on n'avait rien. La dotation ORSTOM n'était pas arrivée, et à l'OCEAC on n'était pas reconnu. Il a fallu un an pour qu'on s'installe et que les premiers chercheurs camerounais rejoignent l'équipe. On a recruté et formé des techniciens. Puis un autre chercheur ORSTOM est arrivé, quand tout était en place." (chercheur expatrié)

De même la recherche au Centre Pasteur a été semble-t-il initiée par un chercheur ORSTOM :

"Au Centre Pasteur, au départ, c'était des services de laboratoires. C'est l'orstomien qui a lancé une activité de recherche dans le service parasito en 87. Le prétexte était une étude de faisabilité d'un traitement de masse à l'ivermectine". (chercheur expatrié)

C'est autour de ces personnalités et des travaux qu'elles entreprennent que semble s'organiser la continuité de la recherche. Les jeunes chercheurs qui

arrivent à l'ORSTOM ont visiblement peu de marge de manoeuvre dans le choix de leur sujet :

"Au Burkina, je n'ai pas choisi mon sujet ; j'ai travaillé sur le paludisme dans la zone sahélienne car Carnevale a beaucoup travaillé là-dessus dans la zone forestière du Congo". (chercheur expatrié)

"A mon arrivée, j'ai commencé un travail qui s'inscrivait dans les recherches du service, qui sont pilotées par le responsable".(chercheur expatrié)

En général, les chercheurs poursuivent la problématique initiée dans le laboratoire :

"Le responsable du service travaillait essentiellement sur le ver de Guinée et le palu. Mais ici, il y avait une tradition filariose, et donc quand il est arrivé, il a pris la suite sur la filariose". (chercheur expatrié)

En définitive, il semble qu'en médecine, (et ceci est probablement vrai pour toutes les disciplines des sciences dites dures par opposition aux sciences humaines), l'organisation en "laboratoire" facilite la définition de problématiques de recherche cohérentes et cumulatives. La recherche, demandant souvent un équipement lourd, contraint les chercheurs à un minimum de collaboration. Par ailleurs, il semble que l'objectif pour les jeunes thésards soit en priorité de trouver un laboratoire d'accueil, plus que de développer un sujet de recherche extrêmement pointu qui leur tiendrait à coeur. Les chercheurs seniors, par leurs liens avec différents laboratoires en France ou à l'étranger, sont par conséquent en contact avec des étudiants en "demande" d'un sujet de thèse. Ils ont ainsi des "viviers" de jeunes chercheurs qu'ils peuvent mobiliser et faire travailler sur les différents aspects des recherches en cours.

CHAPITRE III

LA SITUATION DES CHERCHEURS CAMEROUNAIS ET LE PARTENARIAT

Tous les chercheurs expatriés qui travaillent ou ont travaillé au Cameroun s'accordent à reconnaître que le niveau de formation des chercheurs au Cameroun est bon, voire parfois excellent. Nous sommes donc ici dans une situation tout à fait différente de celle du Niger par exemple, dont le système de formation ne semble pas actuellement capable de produire des chercheurs de qualité, à de rares exceptions près. Mais si l'Etat camerounais a consacré dans le passé des budgets à la recherche (notamment au début des années 1980 au moment de la création de la DGRST et de la réorganisation des Instituts), celle-ci ne bénéficie aujourd'hui de quasiment plus aucun financement local, et est entièrement dépendante des institutions étrangères.

Les chercheurs camerounais sont donc dans une situation souvent complexe, voire parfois extrêmement difficile. Ceux qui continuent malgré tout à souhaiter faire de la recherche⁶ doivent, pour y parvenir, adopter un certain nombre de stratégies : l'objectif est d'**obtenir des financements**, qui sont la condition de l'accès à un terrain de recherche, à partir duquel le chercheur pourra publier. **Les publications sont un des éléments de base de la stratégie**, car c'est à partir d'elles que le chercheur se fait reconnaître et augmente donc ses chances d'obtenir de nouveaux financements.

Le principal recours du chercheur pour progresser dans sa carrière est de **développer un réseau de relations le plus large possible**. Au niveau institutionnel, nous n'avons que peu d'informations sur l'organisation des modes de transaction et des groupes de pression, mais il est évident qu'il y a un jeu local qui intègre une dimension politique, elle-même étroitement liée à une

⁶ Nous n'avons par définition rencontré que des chercheurs en lien plus ou moins étroit avec l'ORSTOM. Mais on peut facilement imaginer qu'un certain nombre de personnes initialement dans la recherche se sont reconverties, vu le peu de prestige social ou financier que procure cette profession au Cameroun.

dimension ethnique. En revanche, au niveau de l'accès aux financements extérieurs, le jeu pour le chercheur camerounais se place d'avantage au sein de la communauté des chercheurs étrangers et des réseaux des bailleurs de fonds internationaux (qui sont d'ailleurs eux-mêmes également impliqués dans le jeu local). **L'ORSTOM apparaît comme une pièce maîtresse sur l'échiquier de la recherche de financements**, de par sa notoriété scientifique, sa position institutionnelle et les instruments de partenariat qu'il propose.

A. LA SITUATION DES CHERCHEURS LOCAUX ET LEURS STRATEGIES

1. Des chercheurs extrêmement dépendants des financements internationaux

Les stratégies des chercheurs camerounais pour financer leur recherche et publier sont en partie fonction du statut qu'ils occupent, et sont plus ou moins "vitales" en fonction du "confort" de ce statut.

Les chercheurs les plus "privilégiés" sont les **fonctionnaires**, qui sont *a priori* régulièrement payés par le ministère des finances. Ils ont un "matricule" à la fonction publique, ce qui leur donne plus de liberté pour entreprendre des travaux de recherche, puisqu'ils ont une "sécurité de l'emploi".

Les chercheurs fonctionnaires que nous avons rencontrés peuvent être dans trois situations :

- Ils peuvent être dans les instituts de recherche, et donc "chercheurs" à plein temps. Vu le peu de moyens des instituts, leur objectif est de trouver des moyens de financer leur recherche, pour publier et progresser dans leur carrière.

- Ils peuvent être à l'université. Ils sont alors "enseignants-chercheurs", et leur principal problème est de ne pas se laisser submerger par l'enseignement. Il est important pour eux d'arriver à dégager du temps pour faire de la recherche, car les publications sont à la base de leur avancement comme enseignants. Mais ce n'est pas toujours facile à réaliser :

"Je manque de temps. Théoriquement, un chargé de cours assure huit heures, mais vu les effectifs, on fait à peu près le double. Ça prend du temps pour préparer, et quand il y a des copies à corriger, c'est tout un bazar ! Mais on essaie de se réserver deux jours pour travailler."
(chercheur local)

"La thèse d'état : oui, je voudrais en faire une. Mais c'est le désordre à l'université. Le problème, c'est les moyens de travailler qui manquent."
(chercheur local)

- Ils peuvent enfin être dans l'administration, au Ministère de la Recherche par exemple.

Les autres chercheurs que nous avons rencontrés **ne sont pas titulaires**. C'est le cas des jeunes chercheurs en cours de thèse, et des contractuels de l'ex-ISH qui n'ont pas été intégrés. Certains parmi ces chercheurs sont vacataires à l'université, ou contractuels dans un ministère. Il faut alors mener à bien les deux activités, et un chercheur exprime la difficulté à concilier travail administratif et recherche :

*"Je suis plus souvent au labo. J'ai dit à mon patron au ministère qu'il fallait que je donne la priorité à ma thèse. Je passe au ministère presque tous les deux jours, pour qu'il n'y ait pas de dossiers qui attendent (...)
Mais on parle trop de mon absentéisme au ministère".* (chercheur local)

Mais beaucoup de chercheurs de l'ex-ISH se retrouvent sans rien, n'ayant pas été réintégrés à l'université, suite, semble-t-il, au blocage de leur prise de service

par l'ancien ministre du MESIRES, pour des raisons politiques. De même ceux qui ont intégré l'INC, mais qui n'étaient pas auparavant fonctionnaires, ne reçoivent pas de salaires :

"Actuellement, on n'a rien. Les autres chercheurs ont leur salaire qui est payé par les finances (...) Moi, à l'INC, je n'émerge pas au salaire ... mais je suis obligé de venir tous les jours ici à ne rien faire !" (chercheur local)

L'absence de ressources financières empêche les chercheurs de poursuivre leur travaux, et il semble que nombre d'entre eux soient contraints d'avoir d'autres **activités parallèles** pour survivre :

*"La MAC m'a donné une bourse d'un an en France, d'octobre 1988 à octobre 1989, pour préparer ma thèse d'état. Je ne l'ai pas finie. J'ai tous les documents. Mais depuis, je suis victime de l'irrégularité des salaires. Je n'ai pas de salaire depuis dix mois, donc il m'est difficile de rédiger.
- Comment vous-même ou les chercheurs qui sont dans votre situation font-ils pour vivre ?*

On emprunte à des amis. Je fais des piges dans les journaux, le dernier dossier sur la recherche m'a été payé 50 000 FCFA (1 000 FF). Beaucoup de chercheurs ont une double activité. Ceux qui habitent dans la grande périphérie de Yaoundé et qui ont une voiture peuvent transporter d'autres personnes pour 100 FCFA (2 FF). Certains font vendre des beignets par leur épouse. D'autres ont des épouses qui sont salariées aux finances." (chercheur local)

Cette position est d'autant plus délicate que dans le système social camerounais (et africain en général), l'homme adulte doit, s'il veut jouir d'un prestige ou d'une reconnaissance sociale, pouvoir "redistribuer" de l'argent au sein de sa famille élargie. Un chercheur sans revenu peut donc se trouver en rupture de liens sociaux, sa famille ne comprenant pas l'absence d'argent et pouvant le soupçonner alors d'avoir été ensorcelé :

"Avec ma mère, on ne s'entend pas, car je ne gagne pas assez d'argent. Pour elle, j'aurais du aller dans une banque ou dans une boîte privée. Cela fait dix mois que je n'ai pas vu ma mère, car je n'ai pas d'argent. Ce matin, il y avait un deuil, il a fallu que je me débrouille pour trouver 10 000 francs (CFA) pour y envoyer la mère de ma femme. (...) La famille dit que je suis devenu fou. Elle dit 'il ne s'occupe pas de nous' ; comment peut-on avoir un doctorat et ne pas avoir d'argent ? On a fait un conseil de famille, ma mère a dit 'on s'est sacrifié pour toi et on ne voit rien' (cela veut dire qu'on ne voit pas venir d'argent pour aider la famille). 'On l'a utilisé, on a utilisé mon fils, il est sans force' (il est donc fou)... Des chercheurs ont tout abandonné et se sont mis à boire dix à onze "33" par jour. C'est difficile de vivre quand on n'a rien à manger et qu'on voit ses enfants courir. Aujourd'hui, la plupart des anciens chercheurs de l'ISH ont des problèmes psychologiques". (chercheur local)

L'objectif des chercheurs sans statut est soit d'obtenir un rattachement institutionnel, soit de trouver des financements sur des contrats extérieurs, par exemple en partenariat avec l'ORSTOM. D'autres envisagent, si la situation ne s'améliore pas, de partir :

"(S'il n'y a pas de salaires) on va s'exiler en France, j'ai des liens, des amis depuis 1982. J'y reviens régulièrement, j'y étais en 89. J'ai pas mal d'amis". (chercheur local)

2. Diverses stratégies pour obtenir des financements

Les chercheurs que nous avons rencontrés sont tous en lien plus ou moins étroit avec l'ORSTOM. Que ce soit pour obtenir un contrat de chercheur associé, pour recueillir des fonds complémentaires ou pour travailler ponctuellement en expertise, les chercheurs camerounais mettent en oeuvre un certain nombre de stratégies qui leur permettent finalement de mener à bien leurs travaux de recherche. L'objectif, nous l'avons vu, est de développer un réseau de relations

suffisamment large pour augmenter ses chances d'obtenir des financements ; les financements vont eux-mêmes permettre de faire du terrain ou d'avoir du matériel, et donc de produire des résultats publiables ; les publications sont à leur tour la base de la reconnaissance scientifique nécessaire à l'obtention de nouveaux financements.

La première pratique que nous avons pu repérer, une des plus fréquente, est une stratégie que nous proposons d'appeler de **"cueillette"**. Elle consiste pour le chercheur à développer son réseau de relations et à additionner les "petits" financements obtenus de diverses sources. Il y a un aspect "bricolage" dans les montages, mais le chercheur arrive finalement à joindre les deux bouts :

"En septembre 89, il y a eu un séminaire du CIRAD où je présentais une communication. J'ai eu vingt cinq jours de per diem grâce à un chercheur du CIRAD. En 90, je suis reparti en France car j'avais monté un projet de recherche pour avoir un financement de la caisse centrale à Yaoundé. Quand je suis parti, l'ISH m'a donné dix jours de missions, ce qui faisait le prix du billet d'avion. Et en juin 90, il y a eu un colloque du Solagral (ONG). C'est un orstomien qui était au comité du Solagral qui m'a eu une place. Ce chercheur m'a aussi trouvé 5500 FF pour les six mois alors que j'étais en France". (chercheur local)

Le passage dans un laboratoire en France ou en occident est un élément-clé pour créer des liens qui permettront ensuite d'obtenir des contrats. Il s'agit pour le chercheur de développer des relations privilégiées avec quelques personnes bien placées, de **maîtriser des réseaux** qui seront ensuite des appuis financiers ou logistiques⁷ :

⁷ Remarquons que cette maîtrise des réseaux est également stratégique pour les chercheurs expatriés, vis à vis des centres Orstom de Bondy ou de Montpellier par exemple, ou vis à vis d'autres laboratoires français ou étrangers. Il peut notamment arriver que des chercheurs expatriés soient contraints de sous-traiter des travaux à des laboratoires spécifiques en occident, et qu'il y ait une concurrence entre eux pour l'accès prioritaire à la prestation de service.

"J'ai eu récemment ici deux contrats avec l'IRAM, grâce à un chercheur de l'IRAM qui était dans mon laboratoire lorsque j'étais à Montpellier" (chercheur local)

"Je travaille sur plusieurs programmes. Pour participer à un programme, il faut l'avis de l'IMPM, mais cela ne pose pas de problème. Je suis actuellement sur un programme américain de contrôle de la bilharziose à l'extrême Nord du pays. (Je l'ai obtenu) par les contacts avec l'université que j'ai fréquentée aux USA". (chercheur local)

L'obtention d'un financement résulte parfois d'un **cheminement assez complexe**, comme le montre ce chercheur aujourd'hui en contrat d'association au laboratoire de l'OCEAC, qui retrace son parcours à peu près dans ces termes :

"J'ai fait une mission de recherche en France pour le compte du MESIRES. J'ai argumenté auprès de ma direction, je les ai convaincu qu'il fallait établir des contacts en France pour pouvoir développer la recherche ici (...). En France, j'ai contacté un chercheur que je connaissais ; il avait dirigé le laboratoire de biochimie du CUS à Yaoundé et j'allais parfois y travailler, me refaire la main".

Cette personne lui propose un sujet de recherche, mais qui ne s'avère pas réalisable, car il nécessite des technologies de pointe. Elle l'envoie alors à un autre professeur à Cochin qui est intéressé semble-t-il pour qu'il travaille sur une souche de drépanosite qui existe spécifiquement au Cameroun :

"(Avec cette personne), le courant est bien passé (...). Elle a tout de suite parlé des moyens qu'elle était prête à fournir, les réactifs etc... (...). C'est elle qui connaissait l'OCEAC et Carnevale et qui m'a conseillé d'aller le voir à mon retour".

C'est ainsi qu'il travaille avec Carnevale sur le paludisme, puis sur ses recherches sur la drépanosite. Avec l'appui de la recommandation du professeur de Cochin, il obtient une bourse UNESCO, et il fait un stage de quatre mois en biologie moléculaire dans son laboratoire à Paris.

Enfin à son retour à Yaoundé en 91, les orstomiens de l'OCEAC l'ont *"supporté pour être chercheur associé à l'ORSTOM"*, ce qui lui a permis d'entreprendre ses enquêtes épidémiologiques et *"d'aller mieux de l'avant"*.

Pour le chercheur camerounais, l'important, dans ses relations avec les chercheurs occidentaux susceptibles d'être des appuis, est **d'arriver à faire reconnaître ses compétences**. Pour cela, certains sont prêts, lorsqu'ils peuvent être accueillis dans un laboratoire, à **participer aux recherches communes sans contrepartie rémunérée**. C'est un moyen pour eux de produire des résultats, avec l'espoir d'être intégrés ou d'amasser suffisamment de travaux pour publier et rechercher ensuite des contrats par leurs propres moyens.

D'autres chercheurs au contraire fonctionnent de façon relativement individuelle, en **développant des problématiques de recherche originales et spécifiquement liées au contexte africain**. C'est le cas par exemple d'un chercheur de l'IRA qui travaille sur le safou et qui réussit, grâce à un important réseau social, à développer des projets de recherche sur ce thème, avec les congolais notamment.

Une autre stratégie consiste, pour les chercheurs qui n'ont pas de relations privilégiées pour obtenir des fonds, à **rédiger des projets de recherche**.

Deux pratiques sont possibles : la première consiste à rédiger le maximum de projets, sur un champ scientifique relativement étendu, qui soient monnayables auprès d'un large échantillon de bailleurs de fonds. Un chercheur parle à ce propos de **"polyculture"** :

"C'est la polyculture en recherche : tu sèmes des projets partout en espérant qu'il y en ait un qui portera ses fruits. C'est le risque ! Il y a des

stratégies qui se forment comme cela, peu à peu. Il y en a qui sème à tout vent !" (chercheur local)

La deuxième consiste au contraire à se spécialiser sur un domaine pointu. Mais pour certains chercheurs se pose le problème de l'accès aux sources bibliographiques nécessaires à la rédaction de tels projets :

"Je confectionne un projet sur la sécurité alimentaire pour avoir un financement de chercheur associé, car je me suis spécialisé sur l'approvisionnement. (...) Pour la sécurité alimentaire, il faut faire de la compilation et de la biblio pour savoir qui a travaillé sur cela. Le problème, c'est d'obtenir des bouquins." (chercheur local)

Enfin, d'autres pratiques plus quotidiennes aident à la recherche, comme **l'échange de services ou le prêt de matériel** par exemple :

"A Nkolbisson (au centre de biotechnologie), j'apporte du petit matériel... des pellicules pour les clichés par exemple. En échange, je peux utiliser le transilluminateur, il n'y a qu'eux qui en ont un". (chercheur local)

En définitive, les chercheurs camerounais ont recours à de multiples ressources pour tenter d'exercer leur métier. Un observateur local avance même l'hypothèse selon laquelle la crise et les difficultés qu'elle entraîne stimulent chez les chercheurs un comportement actif, voire agressif :

"L'imagination se met en oeuvre pour s'adapter à la conjoncture. La crise peut être bénéfique. Par exemple, l'ISH a été dissout, les chercheurs sont sans statut. On leur a demandé de produire des dossiers, et j'ai vu des articles très récents qu'ils n'avaient pas publié avant ; c'est la survie. Ils ont trouvé des conventions, des prestations de service. Il y a plein de demandes, et pas uniquement de la France, il y a aussi le Canada, les USA. Ils deviennent "agressifs" sur la recherche de sources de financement."

Cette stimulation que provoque l'instabilité statutaire est également remarquée par un chercheur expatrié :

"Finalement, on voit plus de publications de chercheurs informels qui travaillent sur les actions budgétées de l'ORSTOM que de publications de chercheurs associés".

B. L'ORSTOM : PIECE MAITRESSE SUR L'ECHIQUEUR DE LA RECHERCHE DE FINANCEMENTS

La présence de l'ORSTOM au Cameroun est une des principales opportunités pour le chercheur local d'exercer une pratique de recherche. L'histoire de la France en Afrique, l'ancienneté de l'implantation de l'ORSTOM dans le pays, et le fait que l'organisme soit la seule institution de recherche étrangère présente de façon continue, placent l'ORSTOM dans une position dominante dans le champ de la recherche scientifique au Cameroun.

De par le volume et la notoriété de ses travaux dans le pays, et de par également la vocation qu'il s'est donné, l'ORSTOM apparaît comme le principal "pourvoyeur" de recherche pour les locaux, que ce soit au niveau d'un encadrement scientifique, d'une aide logistique ou d'un apport financier.

Nous verrons d'ailleurs dans le prochain chapitre que c'est un des impacts majeurs de l'ORSTOM que de permettre l'existence d'une recherche locale. Mais arrêtons-nous pour l'instant sur les modes de relations entre les chercheurs locaux et les orstomiens.

1. Le partenariat : une coopération en partie imposée par le Cameroun

Une des missions spécifiques de l'ORSTOM est la "recherche en coopération pour le développement", et l'Institut a pour objectif la promotion des communautés scientifiques du Sud. Pour réaliser cet objectif, l'ORSTOM a mis en place un certain nombre d'instruments de partenariat, parmi lesquels les contrats de formation-insertion (formation à la recherche par la recherche, avec assurance d'insertions statutaire et professionnelle dans le pays) et les contrats d'association (aide financière à de jeunes chercheurs sur deux ou trois ans, pour un programme de recherche soutenu par l'ORSTOM).

Au Cameroun, cette "recherche en coopération" est effective depuis déjà un certain nombre d'années, puisqu'en 1974 le gouvernement camerounais a créé l'ONAREST, office national qui a pris en charge l'organisation de la recherche. Le gouvernement contrôle ainsi une partie des activités de l'ORSTOM dans le pays, ce qui entraîne d'ailleurs une importante diminution des effectifs d'orstomiens au Cameroun. Le représentant de l'ORSTOM actuellement en poste à Yaoundé analyse rétrospectivement en ces termes les effets de la création de l'ONAREST :

"Il s'agit véritablement d'un tournant pour l'ORSTOM, car d'un seul coup l'Office perd la maîtrise de ses programmes et les chercheurs une bonne partie de la liberté qu'ils avaient au sein de l'ancienne structure du Centre ORSTOM de Yaoundé. Il y a alors brusque prise de conscience du fait que l'on ne peut plus faire ce que l'on veut au Cameroun en matière de recherche sans rendre des comptes, et que nous ne sommes plus "les patrons" de la recherche de ce pays."⁸

Par ailleurs, depuis 1980 et la création de la DGRST (qui remplace l'ONAREST), les chercheurs ORSTOM sont intégrés dans les instituts de recherche, et y relèvent du même statut que celui des chercheurs camerounais. Des conventions fixent

⁸ "Eléments sur la présence de l'ORSTOM au Cameroun, dans le cadre de l'évaluation de l'Institut par le CNER"

les modalités de coopération entre l'ORSTOM et les organismes de recherche.
Pour reprendre à nouveau les termes du représentant :

*"La présence de l'ORSTOM au Cameroun ne peut actuellement s'envisager, compte tenu de la longue histoire des relations avec le Cameroun, qu'à la condition qu'existent des liens organiques entre les programmes ORSTOM et la recherche camerounaise, et que ces liens soient systématiquement officialisés par des accords signés entre les parties concernées."*⁹

Peut-être est-ce pour ces raisons "historiques" que le Cameroun est un des pays qui a le plus bénéficié des instruments de partenariat mis en place par l'ORSTOM.

En 1989, grâce à des fonds du Ministère de la Coopération, l'ORSTOM met en place les contrats d'association : ceux-ci consistent en une aide financière d'environ 40 à 60.000 FF sur deux ans, éventuellement prolongeable une troisième année, destinée à des jeunes chercheurs pour mener leur recherche associée à un programme ORSTOM. Les travaux sont effectués en liaison avec un chercheur orstomien en poste en France ou, le plus souvent, dans le pays. Or, sur les 57 contrats d'association passés par l'ORSTOM en 1989, presque une trentaine concerne des chercheurs camerounais.

En 1992, le partenariat au Cameroun est dans la situation suivante :

- contrats d'associations : 14 chercheurs ont obtenu une troisième année, 2 sont en deuxième année et 1 chercheur vient d'obtenir un contrat pour deux ans ;
- 8 chercheurs sont sous contrat de formation-insertion, et 7 autres ont obtenus des séjours scientifiques de haut niveau.

⁹ op. cit.

Par ailleurs, le mode d'implantation de l'ORSTOM au Cameroun favorisant la coopération, un grand nombre de chercheurs sans contrat spécifique participent à des programmes de l'Institut. Au total, avec ou sans contrat, **94 chercheurs camerounais interviennent en 1991 sur les programmes réalisés en coopération.**

2. L'origine des relations entre le chercheur local et l'ORSTOM

Nos entretiens avec une vingtaine de chercheurs locaux nous ont permis de repérer quatre origines possibles à leurs liens avec l'ORSTOM.

Le premier cas de figure, qui s'explique par la spécificité du mode d'implantation de l'ORSTOM au Cameroun, et celui **du chercheur local ou de l'institut qui a été "démarché" par l'ORSTOM :**

"Il y avait un projet de collaboration entre l'IMPM et l'ORSTOM. L'ORSTOM avait besoin de partenaires locaux." (chercheur local)

"Dans mon département, il y avait, avant que l'ORSTOM lance ce programme, des travaux sur la même zone. L'ORSTOM a voulu travailler sur la zone forestière, et ils ont donc pris contact avec nous." (chercheur local)

"J'ai pu travailler sur OCISCA car il fallait des gens de l'ISH au départ." (chercheur local)

La deuxième possibilité est **une rencontre peut-être davantage à l'initiative du chercheur local**, autorisée par le fait que les orstomiens travaillent dans les

instituts camerounais. Cette situation crée des occasions de contacts, qui peuvent être à l'origine de collaborations plus suivies :

"Je travaillais avec un orstomien qui était ici au Cameroun, et c'est lui qui m'a dit qu'un autre chercheur lançait un travail sur la zone forestière, et de prendre contact avec lui." (chercheur local)

"Quand l'orstomien est arrivé au Cameroun avec ECOFIT, le représentant ORSTOM à Yaoundé lui a parlé de moi. Il avait assisté à une conférence sur la forêt où je faisais une communication. Donc le chercheur a été informé. Il a aussi fait une réunion avec tous les scientifiques camerounais pour présenter le programme. Je me suis proposé et il nous a invité (avec d'autres collègues) à une réunion sur ECOFIT à Bondy." (chercheur local)

Pour d'autres chercheurs, l'origine des contacts remonte à **leurs études en France**, au cours desquelles ils ont été en relation avec un orstomien :

"J'ai bénéficié de la même formation que les français. Mon travail de DEA à Paris XI était dirigé par un chercheur de l'ORSTOM. Puis, je suis rentré au Cameroun et la collaboration a continué. Dans notre centre, il y a toujours eu des orstomiens. J'ai été parrainé par l'ORSTOM pour devenir chercheur associé. J'ai eu ce contrat en 1989, c'est-à-dire en pleine crise (camerounaise), quand nous n'avions plus de moyens pour la recherche. J'ai présenté mon dossier par le canal de mes directeurs de thèse." (chercheur local)

Enfin, dernier cas de figure, ce peut être **le chercheur qui va "démarcher" l'ORSTOM**, dans un secteur où les travaux de recherche de l'Institut sont bien repérés. C'est le cas par exemple d'un thésard qui a frappé à la porte de l'OCEAC pour demander un stage, et qui y travaille maintenant depuis deux ans et demi :

"A la fac, il n'y a pas d'encadrement de jeunes chercheurs. Pour arriver dans un laboratoire, il faut attendre que quelqu'un d'autre laisse la place. (...) Le laboratoire de l'OCEAC est connu à Yaoundé, c'est le seul à

faire de la recherche en entomologie médicale. Alors je suis venu pour demander un stage. J'ai été reçu par le responsable, qui m'a dit d'accord." (chercheur local)

Quelle que soit l'origine du contact, la plupart des chercheurs locaux considèrent cette occasion comme une chance qui leur a permis d'engager des travaux en coopération :

"Je suis privilégié. J'ai rencontré un géographe de l'ORSTOM, et depuis trois ans, on travaille ensemble. J'ai été aussi apprécié par ceux du Centre Pasteur, j'interviens avec eux, j'ai déjà fait trois missions." (chercheur local)

"J'ai eu de la chance quand j'étais étudiant de faire du terrain avec des professeurs français et des orstomiens." (chercheur local)

3. La forme des relations entre locaux et orstomiens

Les liens qui unissent les chercheurs locaux et l'ORSTOM peuvent donc prendre une forme contractuelle ou non.

En ce qui concerne les chercheurs qui n'ont pas de contrats d'association, ils peuvent être plus ou moins impliqués dans les travaux de l'ORSTOM, en fonction de leur statut par ailleurs.

Par exemple, certains chercheurs titulaires qui ont participé au grand programme Eau et Santé estiment s'y être impliqués pour seulement 5% de leur temps. L'intérêt pour eux de participer à de tels programmes est de pouvoir être associés à des publications communes. Par ailleurs, ils bénéficient des per diem *"qui permettent de pourvoir aux frais de déplacement et au matériel"*. L'accès au

terrain qu'offre la participation à un programme orstomien leur permet également de développer un aspect de leur propre problématique de recherche, sur lequel ils pourront éventuellement publier.

A l'opposé d'autres chercheurs non titulaires, comme de jeunes thésards par exemple, sont totalement intégrés sur un programme ORSTOM, au sein d'un laboratoire. Sans statut officiel, ils peuvent néanmoins préparer leur thèse en bénéficiant des structures, matérielles et scientifiques, du laboratoire. Leurs frais ou per diem sont financés sur les budgets des conventions passées entre le laboratoire et les différents bailleurs de fonds.

En ce qui concerne les chercheurs associés, leur situation varie selon que leur correspondant orstomien est sur place ou non. Il n'y a visiblement pas de problème d'encadrement pour les chercheurs qui travaillent au sein d'une équipe animée par un orstomien au Cameroun. C'est même parfois le contraire qui se produit, le partenariat ayant tendance alors à ressembler à du paternalisme ! En revanche, la situation est plus délicate pour les chercheurs associés dont le correspondant orstomien n'est pas, ou plus, en affectation au Cameroun. Dans ce cas, les contacts se font essentiellement par écrit. Les chercheurs se rencontrent soit lors des missions de l'orstomien au Cameroun, soit inversement lors des déplacements du chercheur local en France :

"Mes directeurs de thèse ne sont passés qu'une fois ici depuis 1988. L'un d'eux est venu en 1991 faire une mission pour la banque mondiale (...) Je lui envoie des choses écrites. Il y a un planning mais généralement, je lui remets ça lors de mes voyages. Je le vois une fois par an à Montpellier." (chercheur local)

"Moi, je bosse seul, et je fais un rapport que je remets à mon directeur de thèse, et ensuite, on discute, il me dit là où il n'est pas d'accord, ce qui

est à revoir. Il revient souvent en mission, et quand j'ai rédigé des choses, je lui envoie." (chercheur local)

Le financement de l'ORSTOM, même s'il n'apparaît pas toujours suffisant aux yeux des chercheurs associés, leur permet néanmoins de mener une recherche de terrain. Ils utilisent les sommes allouées essentiellement pour acheter du matériel et se déplacer. Parfois, une partie de la somme peut servir à payer du personnel local qui aide le chercheur, comme les captureurs d'anophèles pour l'entomologiste médical, ou les volontaires pour creuser les fosses pour l'archéologue. Ces rémunérations peuvent être une charge importante sur le budget du chercheur, d'autant plus que les négociations avec la main d'oeuvre locale ne sont pas toujours faciles :

"Je reste environ vingt jours sur le terrain, sauf si je trouve des volontaires. Mais là, il faut négocier car ils ont le sens de l'argent et du temps. Une fois j'ai proposé 1000 FCFA par jour, et ils ont refusé, car à la carrière on leur proposait 5000 FCFA par jour. Moi, j'essaie de négocier autour de 1500 à 2000 FCFA" (chercheur local)

Par ailleurs, les chercheurs dans la gestion de leur budget se heurtent à la contrainte du système comptable français qui les oblige à ne sortir de l'argent qu'en contrepartie d'une facture. La difficulté se pose par exemple pour la frappe de la thèse : le chercheur n'a pas accès à une machine à écrire, la frappe n'est pas prise en charge par l'ORSTOM, et les secrétaires "officielles" sont hors de prix. La frappe se fait donc "*dans la clandestinité*", et le chercheur, n'ayant pas de facture justificative, doit payer de sa poche.

4. Les principales sources de tension

Nous l'avons vu, la plupart des chercheurs camerounais considèrent comme une chance de pouvoir travailler en lien avec l'ORSTOM, l'Institut leur fournissant encadrement scientifique et moyens matériels pour mener à bien leurs travaux. Pour autant, les relations ne vont pas forcément sans tension.

Le principal reproche énoncé du côté camerounais est que l'ORSTOM "utilise" les chercheurs locaux pour son propre intérêt, ou comme "alibis" pour pouvoir mener ses programmes :

"Pour le moment, j'ai une spécialité que les orstomiens n'ont pas ici au Cameroun donc, je n'ai pas de problème de chevauchement de compétence. Le problème se pose pour d'autres, notamment quelqu'un qui a les mêmes compétences qu'un orstomien. Cette personne pense avoir son nom dans le programme uniquement pour que le dossier passe. De même, un autre chercheur n'a pas d'activité de recherche définie, et il a l'impression qu'on le prend pour avoir un nom dans le dossier".
(chercheur local)

"La collaboration est facile quand il y a un intérêt commun, sur un sujet de recherche (...) Mais c'est plutôt de la bonne conscience. Souvent pour les projets, c'est après leur lancement que les orstomiens nous contactent." (chercheur local)

"Les gens pensent d'abord au ventre. La recherche, c'est d'abord faire du blé. Pour eux, la formation des jeunes chercheurs, c'est secondaire."
(chercheur local)

Certains chercheurs reprochent à leur correspondant orstomien une attitude dominatrice :

"Je ne veux plus travailler avec lui. Il n'y a pas de collaboration. On est là comme des sous-traitants, et lui c'est l'empereur ; il donne des ordres,

on ne discute pas scientifiquement. Il ne m'a rien appris dans mon programme." (chercheur local)

D'après un chercheur, ce phénomène est avivé depuis que le Cameroun est en crise économique, la crise ayant accentué le déséquilibre des rapports entre les deux communautés de chercheurs :

"Les gens de l'ORSTOM sont de moins en moins appréciés. Les chercheurs ORSTOM s'intéressent moins à l'Afrique, et se font la grosse tête. (..) Avec la crise économique, les chercheurs camerounais ont régressé. On avait une certaine indépendance, et aujourd'hui on est obligé de mendier. Avant, les instituts finançaient, on pouvait faire une publication. Aujourd'hui, il n'y a plus rien. Ils (les chercheurs expatriés) se comportent en véritables maîtres, ce n'est plus des rapports humains." (chercheur local)

Mais il est vrai que la situation est relativement inextricable, étant donné que s'il n'y a pas de programmes, les chercheurs seniors sont accusés de ne pas former les jeunes camerounais, et inversement, quand les programmes fonctionnent, l'ORSTOM est accusé de trouver son intérêt à cette formation.

Cette critique de la position de l'ORSTOM par certains chercheurs camerounais engendre à son tour des tensions au sein de la communauté des chercheurs locaux. Par exemple, les différences de points de vue entre les chercheurs de l'ISH au moment de sa dissolution ont été à la source de conflits :

"Certains critiquaient les séminaires qui étaient organisés autour d'OCISCA et les gens qui y participaient parce qu'ils pensaient qu'il valait mieux passer le temps qu'on y consacrait à défendre l'ISH et à lutter pour un salaire et la remise en question des seniors." (chercheur local)

Les conflits entre les chercheurs camerounais peuvent se comprendre facilement si nous considérons qu'ils sont en concurrence pour l'accès aux

financements. L'ORSTOM est un point d'ancrage du conflit d'autant plus évident qu'il apparaît comme une source d'information stratégique :

"L'information ici ne circule pas. Dès qu'il y a la moindre possibilité de faire quelque chose, on n'est pas averti et on découvre par hasard que untel s'en va aux USA pour un colloque, mais il est déjà trop tard pour proposer sa candidature ! Actuellement, certains chercheurs sont à un congrès américain, mais nous, on n'était pas au courant, et quand on l'a appris, ils partaient déjà. On ne sait pas sur quels critères ils ont été choisis." (chercheur local)

Dans ce contexte, des rapports trop privilégiés d'un chercheur avec l'ORSTOM peuvent susciter des comportements de jalousie. Il peut arriver par exemple qu'un chercheur qui est en contact étroit avec les orstomiens soit accusé par ses collègues d'être *"l'homme des français"*.

CHAPITRE III

LES IMPACTS DE LA PRESENCE DE L'ORSTOM AU CAMEROUN

Les impacts de la présence de l'ORSTOM au Cameroun sont à la fois tout à fait sensibles à travers les discours des interviewés, et à la fois extrêmement difficiles à appréhender de façon structurée. En effet, d'une part les impacts ne sont pas perçus ou énoncés comme tels par les chercheurs, et d'autre part ils se situent dans des ordres de réalité divers (impact individuel ou collectif, impact scientifique, économique ou social, au niveau de la France ou du Cameroun, ...), et sont le plus souvent indirects ou diffus.

Nous proposons, pour tenter d'organiser cette diversité, d'opérer une première distinction formelle en fonction du "bénéficiaire" de l'impact, ici l'ORSTOM et plus généralement la France d'un côté, et le pays d'accueil, donc le Cameroun, de l'autre. Par ailleurs, au sein des impacts pour le Cameroun, nous distinguerons encore d'une part les impacts, sur la recherche en partenariat, de la présence de "l'institution ORSTOM", et d'autre part les impacts de "l'action de recherche" proprement dite menée dans le pays.

A. LES IMPACTS POUR L'ORSTOM, ET PLUS GÉNÉRALEMENT POUR LA FRANCE

Nous ne donnerons que peu d'éléments pour mesurer les retombées directes pour l'ORSTOM de son action au Cameroun, étant donné d'une part que notre étude était centrée plutôt sur le pays d'accueil, et d'autre part que nous ne sommes pas à même d'évaluer la qualité de la production scientifique des orstomiens au Cameroun. Il aurait fallu également, pour ce point précis, interviewer davantage de chercheurs et de responsables de l'ORSTOM en France.

Néanmoins, il nous paraît important de souligner **les éléments qui fondent la spécificité de l'action de l'ORSTOM** au Cameroun, et plus généralement Outre-Mer, et qui constituent des indicateurs d'impact pour l'ORSTOM.

A partir du discours des interviewés, il nous semble pouvoir appréhender ces impacts dans trois registres sensiblement différents : en terme idéologiques, en terme stratégiques et enfin en terme scientifiques. Nous rappellerons les premiers pour mémoire, pour nous attarder un peu plus sur les impacts scientifiques.

1. Les impacts "idéologiques" et "stratégiques"

Dans le registre idéologique, trois impacts de la présence de l'ORSTOM au Cameroun sont perceptibles :

- la **présence-défense de la France et de la francophonie** dans la recherche internationale ;
- la **pratique d'une recherche en partenariat**, et l'affirmation d'une collaboration scientifique avec les pays-partenaires du Sud.
- la **pratique d'une recherche-action**, et l'affirmation de la contribution de la France au développement des pays du Sud.

Dans le registre stratégique, l'impact de la présence de l'ORSTOM au Cameroun s'entend en terme "**d'occupation de territoire**". En effet, une partie des règles du jeu de la recherche internationale est aujourd'hui fixée par les bailleurs de fonds, notamment la CEE. Celle-ci impose pour le financement de certains programmes d'associer plusieurs équipes européennes et plusieurs équipes du Sud. La présence continue de l'ORSTOM au Cameroun, et plus généralement dans les pays du Sud, favorise des collaborations solides et durables entre les équipes (même si cette collaboration est souvent, pour le Cameroun en tous cas, déséquilibrée) ; ces collaborations à leur tour, par

l'élaboration de programmes de recherche commun, permettent de défendre la **position stratégique de la France dans la recherche internationale.**

2. Les impacts "scientifiques"

Dans le registre scientifique, l'impact pour l'ORSTOM et pour la France de la présence des chercheurs au Cameroun est celui des **résultats de leurs travaux ou actions**. Nous ne sommes pas à même de juger de ces résultats, et la mesure de cet impact pourra mieux être approchée par le travail des experts et une analyse bibliométrique.

Toutefois, il nous paraît important de nous arrêter quelques instants sur les pratiques de publications des orstomiens et leurs spécificités, étant donné que les publications constituent en général le principal indicateur de mesure d'un "résultat" de la recherche.

a/ Les publications, principale forme de valorisation des résultats de la recherche

La valorisation des travaux de recherche des orstomiens se fait essentiellement soit par oral lors des conférences ou colloques, soit plus généralement par écrit, à travers différentes publications. Nous n'avons noté qu'un autre exemple original de valorisation, qui est la réalisation d'un film vidéo retraçant la problématique, les étapes de terrain et les résultats de l'enquête médicale menée à Mbandjock (vallée de la Sanaga) dans le cadre du Grand Programme Eau et Santé.

En ce qui concerne les colloques ou conférences, la participation des orstomiens varie selon les personnes et les disciplines. Certains chercheurs

soulignent leur difficulté à se déplacer par manque de moyens financiers, et se plaignent de l'isolement qui caractérise le chercheur orstomien :

"En août 91, il y avait une conférence au Canada : je n'ai pas été alors que j'avais un article à présenter. En juin 92, c'était en Espagne mais il n'y avait pas de fric non plus pour y aller. C'est dommage car on perd de la visibilité et on sort des réseaux." (chercheur expatrié)

En ce qui concerne les publications, elles sont le résultat "naturel" de la recherche. Ce sont elles qui signifient que l'action relève bien du domaine de la recherche, comme en témoigne cette remarque :

"Ce sont des programmes de développement, d'action avec les praticiens. Ce n'est pas de la recherche en laboratoire. Mais on peut dire que c'est de la recherche, car il y a des publications qui en sortent." (chercheur expatrié)

L'objectif commun à la plupart des chercheurs expatriés que nous avons rencontrés est de **publier dans les revues internationales les mieux côtées dans leur discipline** (revues classées "rang A" si le classement officiel existe dans la discipline, ou revues reconnues comme les meilleures par accord implicite des pairs s'il n'y a pas de classement officiel) :

"Dans ma discipline, et surtout quand on est généraliste comme moi, il est très difficile d'écrire dans des revues de rang A. Mais si on ne publie pas dans des revues de rang A, on est caviardé ! C'est un gros, gros problème." (chercheur expatrié)

La publication au niveau local est en général peu valorisée sur le plan de la carrière. Néanmoins, les chercheurs affirment leur **volonté de participer aux publications nationales ou régionales**, et nous en verrons des exemples lorsque nous analyserons l'impact de l'action de l'ORSTOM pour le Cameroun. Pour

certains d'entre eux, l'intégration locale et la pratique effective sont tout aussi importantes, sinon plus, que les publications :

"On est soumis à une concurrence internationale. Il y a une très forte pression, et les français sont défavorisés pour publier dans les revues anglo-saxonnes. Moi, - et je sais que tout le monde n'est pas d'accord avec moi -, j'estime que c'est positif de publier dans des revues françaises ou locales. L'essentiel est d'être reconnu par les gens avec qui on peut discuter (...) La reconnaissance scientifique ne se fait pas au niveau des publications mais davantage dans les colloques, les réunions (...) On ne publie peut-être pas, mais on est l'épicentre. On a un rôle d'expert, on nous demande du travail". (chercheur expatrié)

Cette position peut conduire les orstomiens à rechercher une **double diffusion des résultats** de leurs travaux, au niveau local et en français d'une part, au niveau international et en anglais d'autre part :

"J'ai un papier qui va sortir sur mon programme, ici au Cameroun, en septembre ou octobre 92, mais c'est au niveau local... J'espère que mon article qui va sortir ici deviendra un article d'une dizaine de pages dans une sous-revue américaine." (chercheur expatrié)

"Moi, j'écris en anglais et je diffuse au niveau anglo-saxon. Et parallèlement, il y a le bulletin de l'OCEAC où j'écris en français. Il y a double diffusion, pour avoir la primeur scientifique et l'information aux locaux." (chercheur expatrié)

Presque tous les chercheurs expatriés rencontrés mentionnent par ailleurs la **difficulté à publier**, alors que tous affirment qu'ils travaillent beaucoup. Cette difficulté a des origines différentes selon la situation du chercheur, dont nous avons vu dans le premier chapitre qu'elle variait suivant les instituts et les disciplines.

Lorsqu'une certaine dynamique anime le laboratoire et les travaux de recherche, la difficulté à publier résulte essentiellement d'un **manque de temps**. Les orstomiens soulignent en effet que l'animation d'équipe, la rédaction de projets de recherche, la rédaction des rapports d'étude, sont des activités qui entrent en contradiction avec le temps qui est nécessaire à la valorisation des résultats. Les chercheurs ont l'impression d'être submergés de travail et d'avoir toujours des publications en retard :

"On a dix papiers à écrire, mais on n'a pas le temps (...). On accumule les programmes pour trouver des financements. On fait des rapports. Mais c'est un peu la course en avant." (chercheur expatrié)

"Il nous faut à peu près trois ans entre le moment où les données sont disponibles et celui où on envoie une publication." (chercheur expatrié)

Pour les autres chercheurs qui se heurtent à plus de problèmes matériels, la difficulté à publier réside plutôt dans la **lenteur de la publication**. Il peut arriver qu'un financement limité impose des méthodes de travail qui, si elles sont plus économiques, sont aussi plus lentes, retardant ainsi la production de résultats de travaux publiables. De la même façon, des difficultés matérielles au démarrage d'un programme peuvent entraîner un retard important des travaux et donc des publications. Ce phénomène est à la source d'une pratique relativement fréquente chez les chercheurs : ils consacrent les premiers temps de leur nouvelle affectation à travailler sur les résultats de leurs précédents travaux et à en faire des articles, en attendant de réunir les conditions matérielles qui leur permettront de démarrer leur nouveau programme de recherche.

b/ Les spécificités de la recherche orstomienne, sources d'impacts pour l'Institut

Outre les publications, nous pouvons repérer dans le registre scientifique quelques caractéristiques spécifiques à l'action de l'ORSTOM qui représentent un capital pour l'Institut.

La première de ces caractéristiques nous semble être **le temps de présence de l'ORSTOM sur le terrain, temps long et continu**. Nous pouvons penser qu'une pratique de recherche sur du long terme apporte comme résultats une **connaissance de fond** qui est spécifique et unique, et qui contribue donc à la renommée scientifique de l'Institut.

La deuxième caractéristique, conséquence du temps long et continu sur le terrain, est **la maîtrise par l'ORSTOM de la "vérité terrain"**. Il semble en effet que cette maîtrise soit une spécificité de l'Institut, qui contribue fortement à la défense de sa position dans la concurrence internationale. Une situation de telle concurrence est plus spécifiquement étudiée dans le rapport consacré au Niger, avec l'analyse du programme Hapex. Au Cameroun, un chercheur mentionne cet atout de la recherche orstomienne au sujet des travaux sur le paludisme :

"La compétition est énorme, le paludisme est un des sujets les plus fouillés (...). Mais on est peu soumis à la pression de la compétition, car on est très peu à être sur le terrain. (...) On ne peut pas travailler sur quoi que ce soit qui touche le paludisme sans que l'ORSTOM soit présent".
(chercheur expatrié)

Le troisième élément qui concourt au capital de l'ORSTOM est **la dimension "action"** d'une partie de ses travaux de recherche. Les résultats, sous forme d'une action de lutte sanitaire ou de l'innovation d'une technique alimentaire par

exemple, contribuent à la renommée scientifique de l'Institut. Un exemple de ce type d'action au Cameroun est donné par l'opération de lutte contre les moustiques *culex* à Maroua, menée par l'équipe d'entomologie du Centre Pasteur, sur un financement OMS. L'originalité de l'opération est qu'elle a été largement répercutée au niveau médiatique, ajoutant donc à l'impact scientifique un impact en terme d'image et de notoriété "grand public" de l'Institut de recherche français.

Enfin, un dernier élément qui nous semble participer à l'image scientifique de l'ORSTOM est **la mise en oeuvre de "grands programmes"**, tels le programme Eau et Santé par exemple. L'objectif du programme est de mesurer l'impact des actions de développement sur l'état sanitaire des populations, en relation avec l'utilisation de l'eau.

Là encore, il ne nous appartient pas de juger de la qualité de ce programme, en cours de réalisation actuellement. Nous nous contenterons d'indiquer les trois caractéristiques qui font de ce programme, aux yeux des chercheurs, une recherche originale et innovante, et par conséquent susceptible d'avoir un impact pour l'ORSTOM :

- son aspect **comparatif** : le programme porte sur deux zones aux contextes de développement et d'évolution très différents, une zone humide au Cameroun d'une part, une zone sahéenne au Sénégal d'autre part.

- le lien avec un programme d'aménagement d'une **société privée** : au Cameroun, la ville de Mbandjock, lieu choisi pour l'étude, s'est en effet créée autour du complexe sucrier de la SOSUCAM, et la deuxième phase du programme prévoit un travail en relation avec les services de santé locaux et le dispensaire de la SOSUCAM :

"La SOSUCAM a son dispensaire, et le secteur public n'a pas un rond. Notre objectif, c'est d'obtenir que les aménageurs participent à l'action médicale, et si possible en bonne entente avec le secteur public." (chercheur expatrié)

- son aspect **pluridisciplinaire** : le programme associe des *"études historiques, géographiques, démographiques, sociologiques, socio-économiques, nutritionnelles, anthropométriques, hydro et hydro-biologiques, malacologiques, entomologiques, (et) médicales"*¹⁰. D'après les termes d'un orstomien, l'intérêt de ce type d'opération est de cumuler *"une masse de données sociologiques et médicales"*, et d'étudier *"les inter-relations entre les maladies"*. Notons toutefois que tous les chercheurs insistent sur la difficulté de mise en oeuvre de cette dimension pluridisciplinaire, qui a été semble-t-il à la source de nombreux conflits :

"Les échelles ne sont pas les mêmes. Les biologistes travaillent sur des espaces réduits, alors que les géographes travaillent sur des espaces plus grands en intégrant les migrations. Les méthodologies sont différentes. C'est la difficulté de la pluridisciplinarité". (chercheur expatrié)

"A l'origine, c'est un programme globalement pluridisciplinaire, mais de fait, il est dirigé par les bio-médicaux. Les bio-médicaux ont défini les objectifs sans contacter les géographes, c'est eux qui ont fait les choix sur le terrain. Il y a eu beaucoup de problèmes, car les démarches sont différentes." (chercheur local)

B. LES IMPACTS POUR LE CAMEROUN

¹⁰ "Grand Programme Eau et Santé, Rapport d'activités 1989-1991, Perspectives d'avenir", J. Brengues, J.P. Hervé, J.M. Hougard et J. Mouchet

A nouveau lorsque nous tentons d'analyser les impacts de la présence de l'ORSTOM au Cameroun pour le pays d'accueil, nous sommes face à une réalité diverse et complexe, puisque les effets de l'action peuvent concerner aussi bien le chercheur camerounais dans la gestion de sa carrière qu'une partie de la population confrontée à une maladie endémique. Comme nous l'avons indiqué au début de ce chapitre, nous distinguerons dans notre analyse d'une part les impacts, sur la recherche en partenariat, de la présence de "l'institution ORSTOM", et d'autre part les impacts de "l'action de recherche" proprement dite menée dans le pays.

1. Les impacts, sur la recherche en partenariat, de la présence de "l'institution ORSTOM"

a/ L'Orstom, condition de la production d'une recherche locale

L'impact fondamental de la présence de l'ORSTOM au Cameroun est de permettre, par les contrats d'association ou l'accueil des chercheurs dans des laboratoires, **l'encadrement de thèses et la production d'une recherche locale.**

• L'ORSTOM, une structure d'encadrement intellectuel de la recherche

Le Cameroun ne semble pas être doté aujourd'hui de structures autonomes capables d'organiser la production d'une recherche locale.

Plusieurs orstomiens estiment qu'il y a aujourd'hui au Cameroun des chercheurs de valeur :

"Ils sont les maîtres dans leur branche." (chercheur expatrié)

"Les chercheurs camerounais ont parfois des objectifs fondamentaux, c'est nous qui les ramenons sur terre ! (...) La collaboration nous a permis de traiter certains aspects où nous, on ne connaît rien."
(chercheur expatrié)

Mais les instituts ne reçoivent plus de financements, et ces chercheurs n'ont pas de structure pour travailler :

"Du côté des partenaires camerounais, c'est limité. Il n'y a pas de structure de recherche sur notre thème ; avant il y avait un peu l'IMPM, mais ils ont cessé (...). Si on doit fonctionner en circuit fermé, ça n'a pas de sens, mais il n'y a pas non plus de structure en face." (chercheur expatrié)

Cette absence de structure pour développer la recherche conduit certains orstomiens à penser qu'il est nécessaire aujourd'hui que les chercheurs camerounais non seulement vendent leur recherche, mais se vendent eux-mêmes avec leurs travaux :

"Les bailleurs de fonds sont aujourd'hui disposés à payer des salaires en plus des recherches, car ils se rendent compte qu'il n'y a pas de structures." (chercheur expatrié)

Dans ce contexte, la présence de l'ORSTOM apparaît aux yeux de certains chercheurs expatriés comme **la condition de la production d'une recherche camerounaise** :

"Il n'y a rien dans les structures africaines. C'est inimaginable que des gens puissent vouloir se séparer des structures comme l'ORSTOM. Nulle part ailleurs ça n'existe. Au Cameroun, sans l'ORSTOM, il n'y a pas de recherche". (chercheur expatrié)

Effectivement, lorsque nous interviewons les chercheurs camerounais, ils sont unanimes à reconnaître l'importance du rôle de l'ORSTOM dans l'encadrement intellectuel (et, nous le verrons, matériel) de leur travail.

Un des premiers impacts de l'ORSTOM pour les chercheurs associés ou partenaires des recherches est que l'Institut leur offre la **possibilité de compléter leur formation grâce à des stages dans des laboratoires extérieurs**. Ces stages peuvent avoir lieu dans un laboratoire de l'ORSTOM en France, à Montpellier ou à Bondy, ou dans un autre pays africain. Ils peuvent aussi avoir lieu dans un laboratoire occidental associé aux recherches orstomiennes, comme par exemple à l'université de Nimègue (Hollande) pour les chercheurs camerounais qui travaillent dans le département d'entomologie médicale de l'OCEAC. Ces stages sont l'occasion pour les camerounais de s'initier à une nouvelle technique ou de se perfectionner. Outre l'apprentissage technique, l'échange d'expériences apporté par le stage est l'élément qui est le plus apprécié :

"Le fait d'être dans une institution étrangère, ça permet de vous situer par rapport à ce qui se fait. (...) On peut bénéficier de l'expérience des autres, ça ouvre l'esprit." (chercheur local)

D'une manière plus générale l'ORSTOM, par les contacts qu'il offre, est un moyen pour le chercheur local **de développer son réseau de relations et de diversifier ses sources d'informations** :

"L'ORSTOM, c'est un bon créneau pour moi. C'est aussi le moyen de rentrer en contact avec d'autres scientifiques qui ont des réseaux et des contacts ; je peux avoir des informations que je n'aurais jamais pu avoir autrement, car ils ont plus de moyens que nous, ils sont plus riches." (chercheur local)

Par ailleurs, au Cameroun, les orstomiens assurent un **suivi du travail de thèse du chercheur**. Même si le chercheur travaille relativement seul, il a la possibilité de confronter les résultats de ses travaux :

"Au cours d'une de mes sorties, quelques orstomiens sont venus me voir sur le terrain. Mais pour l'instant, je n'ai pas eu besoin de l'avis des orstomiens qui sont ici. Cependant, quand je reviens de mission, je discute avec eux de ce que j'ai observé (...) Si on a des problèmes, on discute des solutions possibles pour continuer. Mais ce ne sont pas des séances formelles de travail". (chercheur local)

"Je dépends de l'université, mais je passe 80 % de mon temps ici (dans un laboratoire de l'ORSTOM). Je veux faire une thèse d'état, et je travaillerai ici. Il y a une collaboration, et on est scientifiquement dirigé." (chercheur local)

Parfois, certaines équipes "orstomo-camerounaises" tentent de mettre en place une **animation de la recherche plus structurée**, sous forme de séances d'exposés par exemple :

"On a voulu mettre en place des séances en laboratoire, où nous ferions des exposés. Nous exposerions à tour de rôle l'état de nos recherches. Nous avons planifié deux séances qui n'ont pu avoir lieu car les personnes qui devaient intervenir avaient des contretemps et on a été interrompu par les vacances. Mais on reprendra à la rentrée." (chercheur local)

Une expérience au Cameroun dans laquelle l'animation de la recherche a été la plus poussée est probablement celle d'OCISCA, et un des objectifs du programme est d'**initier un réseau d'échanges** entre chercheurs, décideurs et bailleurs de fonds.

Et effectivement la première phase du projet s'est traduite, aux dires des camerounais, par un important travail d'animation d'équipe, sous plusieurs formes :

- **apprentissage rédactionnel**, séances de formation à la rédaction d'articles.
- **aide à la recherche de financement**, apprentissage de la rédaction de projets : *"Il nous aide à bien rédiger et à présenter le projet de façon à ce que ça soit crédible."* (chercheur local)
- **animation d'un réseau autour de la publication d'un bulletin.**
- **valorisation des travaux par des publications et un colloque** qui a été organisé localement.

Cette animation a visiblement demandé une **forte implication** au responsable orstomien :

"Le travail d'animation d'équipe, ça représentait 80 % de son activité. C'était très absorbant d'encadrer des gens au niveau de la rédaction des articles, des thèses, de critiquer leur travail, de discuter avec eux et de les remotiver aussi quand c'était nécessaire. C'est vrai, ça prend beaucoup de temps pendant lequel le chercheur ne travaille pas sur sa propre recherche. Il faudrait une évaluation qui intègre le suivi des chercheurs locaux et le travail de promotion de projets de recherche pour que le chercheur ne soit pas défavorisé, ni tenté de ne travailler que pour lui." (chercheur local)

Mais visiblement, cette implication a porté ses fruits, puisqu'un des objectifs du programme était de *"remobiliser une communauté scientifique camerounaise en sciences sociales touchée de plein fouet elle-même par l'ajustement"*¹¹, et qu'aux dires d'un chercheur camerounais : *"OCISCA a créé une nouvelle ambiance de recherche et un nouvel état d'esprit chez les jeunes chercheurs de l'ex-ISH"*.

¹¹ Fiche descriptive du programme OCISCA

Reste à savoir maintenant ce que va devenir le réseau, une fois l'orstomien parti. C'est au tour des camerounais de jouer : *"Il nous a mis en contact avec des bailleurs de fonds et des éditeurs puis il nous a dit : 'la balle est dans votre camp' et il a raison !"*

Si des tentatives d'animation de la recherche sont donc menées par l'ORSTOM, notons qu'il existe aussi de façon inverse des chercheurs locaux qui s'estiment être relativement isolés, voire un peu abandonnés par leur responsable orstomien. Certaines personnes regrettent également l'absence de contacts entre les différents chercheurs camerounais partenaires de l'ORSTOM :

"Il y a beaucoup de chercheurs associés avec l'ORSTOM. Mais j'ai l'impression qu'il manque une communication entre les chercheurs, une animation de la recherche. La seule fois où j'ai vu les autres chercheurs, c'est le jour où le président de l'ORSTOM est venu. Mais depuis, il n'y a rien eu." (chercheur local)

Enfin, dernier impact en terme intellectuel, l'opportunité offerte par l'ORSTOM de **passer une thèse contribue à l'évolution de la carrière des chercheurs**, et permet à certains d'entre eux d'obtenir un poste titularisé au Cameroun :

"Un des chercheurs associés est entré à l'université. L'ORSTOM lui a servi de plate-forme pour démarrer. Il a passé une belle thèse et aujourd'hui il a un poste, un statut, un salaire. Ce n'est pas de l'argent perdu en terme d'impact. Il aura les moyens de rester travailler ici, et d'y amener des jeunes." (chercheur expatrié)

La question qui se pose aux chercheurs formés qui ont obtenu un poste est celle des possibilités qu'ils auront eux-mêmes pour poursuivre la dynamique engagée :

"Des moyens humains vont exister : moi, et d'autres. On pense former des gens. Le problème, c'est : est-ce qu'on aura les moyens de le faire. J'espère que j'aurai suffisamment de cote pour avoir des financements. Il faut se faire un nom, pour pouvoir ensuite prétendre à des financements. (...) Ce n'est que par l'encadrement des français que je suis devenu quelque chose. Aujourd'hui la question c'est qu'est-ce que je peux faire pour mon pays". (chercheur local)

- **L'ORSTOM, une structure d'encadrement matériel de la recherche**

Un autre impact majeur de l'ORSTOM s'apprécie en terme matériel. La plupart des chercheurs que nous avons rencontrés ne peuvent mener leur recherche que grâce à l'apport financier ou logistique de l'ORSTOM.

L'ORSTOM est souvent la seule source financière sans laquelle rien ne se fait, et ceci semble particulièrement vrai dans le cas de l'ex-ISH :

"Depuis 1987, personne n'a été sur le terrain en dehors des gens qui ont un projet commun avec l'ORSTOM." (chercheur local)

"Notre institut était impliqué dans OCISCA, donc tout le monde pouvait participer. Beaucoup d'ISH ont été associés à ce travail car il n'y avait rien à faire à l'ISH. L'ORSTOM apportait la logistique, l'argent pour payer les enquêteurs et de la formation." (chercheur local)

"OCISCA, ça a permis des formations à l'informatique, d'organiser un colloque et des séminaires, et ça nous a donné les moyens de travailler !" (chercheur local)

Nous pouvons distinguer trois formes prises par l'apport de l'ORSTOM en terme matériel :

- **Un apport financier direct**, sous la forme des **sommes versées au titre de contrats d'association** :

"L'ORSTOM donne des moyens et permet de bouger par rapport à des collègues qui sont dans des laboratoires sans moyens. Avec mon petit budget, je m'agite." (chercheur local)

"L'ORSTOM a beaucoup joué pour l'avancement de mes travaux. Le budget qu'on me donne me permet de faire des prospections systématiques des sites. Sans ça, il faudrait que j'attende de pouvoir faire une ponction sur mon salaire !" (chercheur local)

- **Un apport financier indirect**, sous la forme des **per diem** versés aux chercheurs qui participent à des missions ORSTOM. Il arrive que les per diem soient suffisants pour permettre au chercheur de financer, parallèlement à ses missions, ses propres travaux ou ses études :

"Dans mon premier poste (dans le Nord du Cameroun), les frais de missions étaient payés sur le programme. Les per diem étaient assez élevés, car ils sont calculés par rapport à l'indice, et comme j'étais fonctionnaire depuis longtemps, j'avais un indice élevé. Or le terrain en campagne ne coûte pas cher, les musulmans sont très accueillants, ils nous logeaient, et on avait tout le matériel. J'ai pu faire des économies, qui m'ont permis de payer les voyages à Yaoundé pour suivre les cours de troisième cycle." (chercheur local)

- **Un apport en structures de travail et en équipements**. C'est le cas de tous les laboratoires qui fonctionnent essentiellement grâce aux travaux de l'ORSTOM. C'est le cas également de l'INC, où l'activité a été totalement relancée par les orstomiens à l'occasion de la réalisation de l'atlas du Nord Cameroun, et qui a été complètement réaménagé (électricité, climatisation...).

- **La valorisation des recherches camerounaises**

Comme pour les chercheurs expatriés, **les publications constituent pour les camerounais la principale forme de valorisation de leurs recherches**. C'est sur la base des publications que se fait l'évolution de la carrière du chercheur, et ce sont elles qui lui permettent de se faire reconnaître :

"Je suis en train de me faire un nom. Les publications sont importantes pour juger de la crédibilité du chercheur. Il faut acquérir un minimum de notoriété pour pouvoir ensuite prétendre à des financements."
(chercheur local)

Là encore, il semble que le Cameroun manque de structures de valorisation des travaux. Avant sa dissolution, l'ISH publiait des revues, et a sorti, entre 1981 et 1990, une vingtaine de numéros de *Sciences et Techniques*. Mais, d'après plusieurs témoignages, le système de publications connaissait beaucoup de problèmes, et ne semblait pas fonctionner en toute impartialité :

"Il fallait payer pour les publications. Une publication devait passer par l'administration. L'ancien directeur utilisait tous les fonds pour se faire publier, donc nous, nous avons beaucoup de problèmes pour publier."
(chercheur local)

"Les universitaires ont fait du chantage, parce qu'ils demandaient à l'ISH de les payer pour leur travail au comité de lecture. Cela a retardé beaucoup d'articles." (chercheur local)

Aujourd'hui, il semble que l'ORSTOM joue un rôle indispensable pour que les chercheurs puissent publier, en leur ouvrant notamment **l'accès aux publications internationales** :

"Au niveau des publications, l'ORSTOM a joué un rôle très important, et aussi au niveau de la crédibilité, de l'audience internationale, car le volet publication au Cameroun n'a jamais fonctionné." (chercheur local)

"Travailler avec des orstomiens, ça permet de progresser plus vite et d'avoir des travaux plus consistants. C'est important pour notre carrière ; le statut de chercheur ici est identique à celui des français donc il nous faut publier". (chercheur local)

Mais la contrepartie est que le chercheur est parfois extrêmement dépendant des travaux de son collègue orstomien, et il arrive qu'il ne puisse pas publier si ce dernier ne publie pas lui-même :

"Il (l'orstomien) n'a rien sorti depuis 1987, et donc moi, j'ai l'impression de n'avoir rien fait, d'avoir fait cinq ans de travail pour rien. Ça me fait mal au coeur que les premiers travaux soient restés dans les tiroirs. Un chercheur qui n'a pas publié, c'est comme s'il n'avait rien fait." (chercheur local)

Pour les chercheurs en sciences humaines, le bulletin du réseau OCISCA est un support important, et la plupart des personnes qui participent au programme y ont déjà publié un article. Aujourd'hui, il y a six bulletins de sortis, qui *"sont faits à partir d'articles au deux-tiers de camerounais, et d'un tiers d'expatriés"* (chercheur expatrié). Le bulletin est composé sur micro-informatique à Yaoundé, puis envoyé à une imprimerie créée par l'US-AID à Dschang, qui fait, contre financement, la mise en page et l'impression. C'est ensuite l'ORSTOM qui prend en charge l'envoi, *"un peu partout dans le monde"*. Aux dires d'un orstomien, jusqu'à présent l'accueil du bulletin est plutôt bon, aussi bien au niveau international que sur un plan local :

"Comme c'est polémique, les gens répondent, ça ne laisse pas indifférent. Par exemple, il y a une historienne londonienne assez connue qui nous a écrit pour nous encourager, en nous disant qu'elle appréciait beaucoup la liberté de ton. Localement l'accueil est plutôt bon aussi. Par exemple,

les exemplaires qui sont mis à la bibliothèque de l'ORSTOM sont toujours volés.... et pas pour faire des cornets d'emballage car pour ça, ils utilisent les listings bancaires !" (chercheur expatrié)

En dehors du réseau OCISCA, les chercheurs camerounais en sciences humaines tentent également de publier des ouvrages. Comme en France, le mode de valorisation en sciences humaines est davantage le livre que l'article (à la différence des disciplines scientifiques "dures"). D'après certains chercheurs locaux, l'accès à la publication d'un ouvrage est plus facile que l'accès à des revues internationales :

"C'est important de publier, mais les petites publications de cinq ou dix pages ne sont pas très intéressantes. Sur le travail auquel j'ai participé avec l'ORSTOM, je préférerais faire un ouvrage (...). Pour nous africains, c'est difficile de publier dans une revue étrangère. Un ouvrage est plus facile à publier". (chercheur local)

Les chercheurs, pour se faire publier, se heurtent parfois à un problème de langue et d'écriture :

"Le problème c'est la maîtrise de la langue française. Les gens pensent qu'avec un doctorat on peut éditer en français avec un style empoulé. Mais l'éditeur veut un style simple." (chercheur local)

Dans les disciplines scientifiques "dures", les chercheurs publient davantage des articles en collectif, la place de leur nom dans la signature variant suivant l'importance de leur contribution à la recherche. Les chercheurs camerounais ne parlent pas facilement des enjeux autour des signatures, peut-être parce qu'il n'y en a pas, mais peut-être aussi parce qu'ils ne se sentent pas libres d'en parler. Seul un chercheur exprimera une fois un reproche à ce propos :

"On a fait longtemps des recherches sur ce thème. (L'orstomien) en a fait une thèse d'état, mais sans le nom des deux chercheurs camerounais qui ont travaillé dix ans avec lui." (chercheur local)

• En conclusion : les chercheurs camerounais souhaitent une plus forte implication de l'ORSTOM dans le pays

Le poids du rôle de l'ORSTOM dans l'animation de la recherche est confirmé par le fait que la plupart des chercheurs en contact avec l'Institut, mais qui ne sont pas associés, aimeraient le devenir :

"Mes projets ?.. Etre intégré le plus possible aux travaux de l'ORSTOM pour avoir des moyens de travailler !" (chercheur local)

"...Chercheur associé, l'opportunité ne s'est pas produite. Si c'était possible, je serais tenté. Car faire de la recherche n'est pas donné comme cela. Or recherche et enseignement vont de pair. Pour avancer dans l'enseignement, il faut faire de la recherche". (chercheur local)

"J'aimerais bénéficier d'un contrat d'association mais c'est difficile car le nombre d'attribution est faible, et on est beaucoup à être intéressés pour venir travailler avec l'ORSTOM". (chercheur local)

Par ailleurs, le rôle de l'ORSTOM dans la production d'une recherche locale est tel que le souhait de plusieurs chercheurs camerounais est que l'ORSTOM s'engage encore davantage :

"Si l'ORSTOM pouvait multiplier ses antennes, ça serait bien pour nous. Ca créerait une dynamique de recherche au Cameroun. Il faudrait qu'on augmente le nombre de chercheurs associés." (chercheur local)

"On souhaite que l'ORSTOM dans la mesure du possible puisse intensifier la coopération, car ça ne sert à rien de former des gens puis de les laisser tomber." (chercheur local)

"Les organismes extérieurs aident beaucoup nos chercheurs en général. Sauf que l'ORSTOM n'a pas eu de botaniste au Cameroun. Si l'ORSTOM s'intéresse à cela, ça créerait une dynamique. D'autant que le museum ne nous assiste plus, et en plus l'ORSTOM est mieux vu que le museum. Ce serait bien d'avoir des orstomiens botanistes ici !" (chercheur local)

Suivant l'opinion de certains chercheurs, il serait souhaitable que l'ORSTOM puisse recruter de façon définitive des chercheurs camerounais :

"Il faudrait ne pas se limiter aux chercheurs associés, qu'il y ait des cadres autres que des français à l'ORSTOM. (...) L'ORSTOM doit utiliser les produits ORSTOM (les chercheurs camerounais), qui doivent servir à l'organisme. Et on est plus motivé quand on a un avenir clair." (chercheur local)

Certains chercheurs expatriés partagent également cet avis : *"il faudrait que les meilleurs, on puisse les intégrer à l'ORSTOM"*. Mais d'après eux, ceci est impossible, car la politique de recrutement de l'Institut se fait très longtemps à l'avance, et bloque toute innovation.

b/ Les autres impacts de l'ORSTOM : l'emploi de main d'oeuvre

Le dernier impact de l'ORSTOM en tant qu'institution est son rôle d'employeur dans une société touchée par un fort taux de chômage. Si ce rôle n'atteint pas la même ampleur au Cameroun qu'au Congo par exemple, où il y a un centre ORSTOM qui emploie une main d'oeuvre nombreuse, il n'en demeure pas moins important. Deux types d'emplois sont créés grâce à l'ORSTOM :

- des postes fixes, comme dans certains laboratoires où la majorité du personnel technique est financée grâce aux budgets des conventions que l'ORSTOM passe avec les bailleurs de fonds internationaux. Cette situation est celle par exemple du département d'entomologie médicale de l'OCEAC :

"L'OCEAC ne verse qu'un seul salaire sur les quinze ou vingt personnes qui travaillent ici. Les infirmiers ou les techniciens sont payés sur les financements extérieurs. On a même deux personnes qui ont un contrat de travail avec l'OCEAC, mais qui est financé par l'ORSTOM, c'est à dire que l'ORSTOM rembourse à l'OCEAC l'ensemble des charges, salariales et patronales." (chercheur expatrié)

- des postes d'enquêteurs ou de main d'oeuvre temporaire. Que ce soit pour capturer des moustiques, passer des questionnaires ou creuser des fosses, les orstomiens ou les chercheurs camerounais sont amenés fréquemment à employer une main d'oeuvre locale d'étudiants ou de jeunes chômeurs, qu'ils forment à leur travail.

Par cet emploi de main d'oeuvre, l'ORSTOM a donc un impact sur la vie économique du pays qui n'est pas négligeable, même s'il n'est pas facilement quantifiable. Par ailleurs, si l'on raisonne à un niveau économique, il faudrait également prendre en compte l'activité engendrée directement ou indirectement par l'ORSTOM sur le marché local (fonctionnement du centre de Yaoundé, dépenses de recherche, salaires des expatriés dépensés sur place, ...).

2. Les impacts des actions de recherche menées par l'ORSTOM

Les impacts des recherches de l'ORSTOM nous semblent pouvoir être regroupés en deux catégories : d'une part la contribution de l'ORSTOM à la

production de données ou de documents pour le pays, et d'autre part sa contribution à des actions de développement.

a/ La production d'un "fond documentaire"

Une partie des travaux de l'ORSTOM contribue à créer de l'information, à capitaliser des données sous forme d'inventaires, de collections (herbier par exemple), ou de fonds documentaires.

Parmi ce type d'impacts, nous nous arrêterons sur deux exemples :

- **La réalisation d'atlas, de l'extrême Nord Cameroun et du Sud Cameroun :**

L'ORSTOM réalise actuellement, à la demande de l'état camerounais, deux atlas. Nous avons noté dans le premier chapitre que l'Institut National de Cartographie, où sont réalisés ces atlas, connaît de nombreux problèmes matériels qui entravent le travail des orstomiens et des camerounais. Le travail est donc parfois considérablement ralenti. Néanmoins, les atlas sont en cours de fabrication. Celui du Sud comptera probablement une trentaine de cartes, et celui de l'extrême Nord une cinquantaine. Pour ce dernier atlas, lorsque nous étions à Yaoundé huit cartes étaient finies, et seize autres en train d'être travaillées. Les cartes sont thématiques, et renseignent par exemple, outre sur le milieu physique, sur l'origine ethnique des populations, sur le mouvement des migrations ou sur les travaux aratoires.

Sans entrer plus avant dans cet exemple, notons simplement que les travaux de vulgarisation sous forme d'un atlas ne semblent pas forcément valorisants pour le chercheur. Le fait est selon nous intéressant à souligner, car il révèle **une**

contradiction qui se rencontre assez régulièrement **entre des exigences ou une rigueur scientifiques d'une part et une large diffusion ou une vulgarisation d'autre part.**

En effet, l'objectif du chercheur, dans l'optique de l'avancement de sa carrière, est de rendre ses travaux valorisables sur le plan de la recherche. Pour cela, il doit leur donner tous les signes de ce qui apparaît comme "scientifique" selon les normes de son milieu d'appartenance (la communauté de ses pairs). Or ces signes (notes de bas de pages, termes techniques, démonstrations rigoureuses...) sont le plus souvent contradictoires avec la facilité de lecture nécessaire à un document largement diffusé. Donc le chercheur, lorsqu'il est contraint de faire un document "grand public", tente à la fois de répondre à la demande de son commanditaire, tout en préservant au maximum la qualité scientifique de son travail, et les signes de cette qualité.

Dans le cas de l'atlas, il semble par exemple qu'il y ait **un enjeu autour des notices explicatives**. Pour le chercheur, ce sont les notices qui sont le plus intéressantes, ce sont elles qui sont le signe de la scientificité de son travail. L'objectif du chercheur est donc d'en mettre le plus possible, et leur longueur fait l'objet d'une négociation avec les commanditaires :

"Au début, il n'y avait pas de cahiers des charges. Il a fallu négocier avec la Direction des atlas : nous on a dit 'attention, on ne fait pas de synthèse, laissez nous faire des notices de 40 pages au lieu de 15 pages'. (...) Souvent, on estime que l'atlas ce n'est pas de notre âge. C'est pour jeunes chercheurs... En terme scientifique, ce n'est pas honorifique de faire un atlas, ce ne sont que des synthèses." (chercheur expatrié)

De la même façon, il y a un enjeu autour du choix des échelles. L'échelle intéressante sur le plan scientifique est au 500 000^e, voire au 200 000^e si on est par exemple sur "un circuit de migration plus complexe". Au contraire, pour une

diffusion sous forme d'atlas, et pour des raisons de praticité, l'échelle idéale serait d'après certains plutôt au millionième :

"L'échelle a été imposée, et cet atlas n'est pas manipulable facilement. Il ne pourra jamais être utilisé dans des classes car il sera trop grand. Il y en aura un dans le bureau du directeur d'école et quelques uns dans des ministères. L'échelle au 500 000^e est très bonne, très précise mais pour que ce soit utilisable on aurait pu réduire au million, ça suffisait".
(chercheur expatrié)

• **L'informatisation des fonds documentaires :**

Le deuxième exemple que nous pouvons mentionner est celui du programme d'informatisation des fonds documentaires du Cameroun, qui constitue une contribution de l'ORSTOM à la valorisation de la production nationale de recherche.

Ce programme, financé par le Fonds d'Aide et de Coopération, a pour objectif d'informatiser le centre de documentation du Ministère de la Recherche et les différents instituts sous sa tutelle. Une personne en statut coopérant est chargée de mettre en place un système informatique dans chaque institut, et de connecter l'ensemble à un serveur, qui serait installé en libre accès au Ministère.

Cette mise en place s'accompagne d'une formation de documentalistes à l'informatique et au logiciel. Une cinquantaine de personnes ont été formées sur place, et une vingtaine sont parties à l'ORSTOM de Bondy suivre un stage d'un mois.

Le programme, bien qu'ayant pris du retard, a démarré, et aujourd'hui quinze mille références ont été traitées. Néanmoins, ce programme se heurte à plusieurs types de difficultés.

Les premières difficultés sont **d'ordre matériel**, et il se pose des problèmes de locaux, de lignes téléphoniques, d'encre ou de papier. Pour ne citer qu'un exemple : le serveur doit être relié par ligne téléphonique aux différents instituts, or certains centraux sont déjà saturés, et il est donc impossible d'obtenir une ligne, sauf à la détourner :

"Le problème, c'est que le téléphone n'est pas payé. Souvent, seul le directeur l'a, et il n'est même pas toujours en marche. (...) A l'IMPM, ils sont très dynamiques, et ils ont réussi à faire basculer la ligne du directeur sur la bibliothèque !" (chercheur expatrié)

D'autres difficultés auxquelles va se heurter le programme concernent **la maintenance**. Cette question de la maintenance est un problème que nous avons à maintes reprises rencontré dans les trois pays africains, qui se pose pour tous les équipements financés par le FAC et qui ne reçoivent pas d'autre financement. En effet, les crédits FAC ne financent que l'équipement et la formation. Il semble que l'argument du FAC soit de dire qu'il faut dans la coopération un apport réel des deux parties, et que le pays bénéficiaire doit contribuer au programme en finançant les frais de fonctionnement et de maintenance. Par ailleurs, il semble que le FAC, en ne finançant que l'équipement, souhaite aussi éviter de s'engager dans un investissement à long terme dont il ne maîtriserait pas les conséquences.

Mais si ces arguments sur le principe semblent tout à fait légitimes, ils se traduisent bien souvent concrètement par un abandon et une ruine progressifs du matériel, puisque le pays n'a les moyens ni de le faire fonctionner, ni d'en assurer la maintenance. C'est ce qu'un des responsables craint pour le matériel du programme d'informatisation des fonds documentaires :

"Je vais essayer de récupérer le serveur soit au centre culturel français, soit à la MAC. Le problème c'est qu'après mon départ, il n'y aura plus d'argent pour la maintenance et pour les lignes. Donc il va moisir alors que ça coûte environ 80 000 Frs." (chercheur expatrié)

Enfin, un autre problème se pose en terme de **ressources humaines**. Pour mettre à jour les données et faire fonctionner le système, il est nécessaire que le Ministère crée un service de documentation, en y intégrant les documentalistes et informaticiens formés par l'ORSTOM. Or, il semble que le Ministère, n'ayant pas de moyens financiers, se refuse à intégrer des personnes qui ont aujourd'hui un statut de contractuel :

"Pour le Ministre, son seul souci, c'est de payer les gens. Il n'est donc pas sensible à ce que je veux, c'est-à-dire l'intégration des gens que j'ai formé à la bibliothèque, et surtout la création de l'organigramme de ce service de documentation." (chercheur expatrié)

b/ Les actions de développement

Le deuxième type d'impacts des recherches de l'ORSTOM pour le Cameroun est constitué par l'ensemble des actions qui contribuent au développement du pays. La plupart des travaux de l'Institut intègrent cette dimension d'application pratique, et nous choisirons pour l'illustrer quelques exemples d'actions de lutte sanitaire menées par l'ORSTOM au Centre Pasteur et à l'OCEAC.

- **La diffusion d'une méthode de lutte contre le paludisme par moustiquaire imprégnée :**

Un volet des travaux du département d'entomologie médicale de l'OCEAC sur le paludisme consiste, dans différents lieux, en des études épidémiologiques

suivies d'actions de lutte contre les anophèles et d'études de l'efficacité des moyens de lutte.

Le travail de thèse d'un des chercheurs camerounais a porté par exemple sur deux quartiers de Yaoundé écologiquement et sociologiquement différents. Le chercheur a procédé à une étude épidémiologique (capture d'anophèles, dissection, analyse de l'évolution des transmissions) et à une étude socio-économique (entretiens auprès des familles pour analyser leur comportement par rapport à la prévention, mis en lien avec leur niveau de revenus, d'éducation, etc...). Puis il a mis en place les moustiquaires imprégnées d'insecticide biologique, et a refait des captures et des dissections pour étudier l'effet du moyen de lutte sur la transmission. Enfin, par de nouveaux entretiens auprès des familles, il a tenté d'évaluer l'acceptation, par les populations, de ce moyen de lutte.

Par ailleurs, des orstomiens de l'OCEAC ont mené pour l'organisation régionale des missions d'évaluation dans plusieurs pays d'Afrique centrale, pour former les responsables de santé publique à la méthode de lutte par moustiquaire imprégnée. Tandis que les responsables sont formés à concevoir des plans d'actions et à rédiger des demandes de financements, les techniciens sont formés au repérage des sites, à la capture, à la dissection, à la mise en place et à l'imprégnation des moustiquaires. Le problème qui se pose ensuite, et qui nous le verrons n'est pas résolu, est celui de l'incapacité des structures nationales à prendre en charge la mise en oeuvre à grande échelle de ces actions de lutte.

Enfin, et dans l'objectif justement de créer des structures-relais capables d'assurer la mise en action des préconisations des chercheurs, l'ORSTOM-OCEAC a contribué à la création d'un "Centre d'imprégnation de moustiquaires" à Douala. Ce centre est financé sur des crédits FAC gérés par l'OCEAC, et la

personne nommée pour diriger ce centre est un des anciens chercheurs camerounais du département d'entomologie médicale. Le centre existait depuis six mois au moment de notre venue à Yaoundé, et il était trop tôt, d'après les chercheurs que nous avons rencontrés, pour évaluer son action.

• **Les recherches sur l'onchocercose et le suivi ophtalmologique d'une population traitée par ivermectine :**

Cette recherche sur l'onchocercose¹² est menée par le service de parasitologie du Centre Pasteur, et a bénéficié entre 1990 et 1992 d'une convention OMS. Elle se déroule au Nord-Est du Cameroun, région qui constitue un des plus gros foyers d'onchocercose d'Afrique centrale, et consiste en une étude épidémiologique accompagnée d'un traitement des malades. L'action est menée en synergie avec les agents de santé et les praticiens ophtalmologistes camerounais : les infirmiers ou les techniciens de santé détachés par le ministère assurent l'activité de distribution du médicament (ivermectine), les orstomiens et les médecins font l'analyse médicale (fond de l'oeil, biopsie cutanée,..).

L'objectif de cette étude pour les orstomiens est de suivre, par une enquête annuelle¹³, l'évolution des lésions des malades traités, dans le but d'évaluer l'efficacité du traitement. Ils ont demandé un financement à l'OMS pour une évaluation en 1995. Entre temps, pour les enquêtes de 93 et 94, ils ont passé un accord avec une ONG américaine, River Blindness Foundation. L'ONG mène actuellement un programme de traitement de masse des malades par ivermectine

¹² L'onchocercose est une filariose dont le vecteur est une sorte de mouches, les simulies. Les foyers de simulies sont les eaux à fort courant. Les charges parasitaires s'accumulent dans l'organisme, provoquant prurit et dépigmentation. Lorsqu'elles atteignent un certain taux, elles provoquent des lésions oculaires, puis une cécité totale.

¹³ L'ivermectine doit être administrée à raison de deux pastilles une fois par an pendant dix ans, durée de vie du ver adulte.

dans toute la province du Nord Cameroun. Lorsqu'il est arrivé au Cameroun, le responsable de cette mission a pris contact avec le directeur de l'OCEAC, qui l'a mis en relation avec les orstomiens du service de parasitologie du Centre Pasteur. L'accord passé entre l'ONG et l'ORSTOM, selon lequel River Blindness Foundation finance la mission et les médecins de l'ORSTOM font le traitement, permet à l'ONG d'avoir une zone de moins à parcourir et aux orstomiens de suivre les malades qu'ils ont commencé à traiter.

Un des objectifs de ce type d'étude peut également s'apprécier **en terme économique**, dans la mesure où les chercheurs tentent **de proposer des actions de santé précises et ciblées**, qui apportent le meilleur rapport coût / efficacité. Dans le cas de l'onchocercose, l'objectif est de définir des indicateurs simples pour repérer les foyers de maladie, afin de pouvoir identifier les populations à traiter en priorité par l'ivermectine sans avoir recours à la biopsie cutanée, qui est un système de dépistage assez lourd.

• **L'opération de lutte contre les moustiques *culex* à Maroua :**

Cette opération est menée par le service d'entomologie du Centre Pasteur. Les *culex* sont des insectes (sorte de moustiques) qui peuvent être vecteur de filariose en Afrique de l'Est, et qui au Nord du Cameroun ne véhiculent pas la maladie mais sont la source de nuisances importantes (plus de cinquante piqûres par personne et par nuit). L'opération menée par l'ORSTOM consiste en une lutte contre ces vecteurs par traitement des gîtes avec un insecticide biologique. L'objectif est *"d'évaluer l'efficacité du traitement, et de mettre au point une procédure de lutte matériellement et financièrement appropriable par la ville de Maroua"* (chercheur expatrié). Le traitement, sur toute l'agglomération de Maroua, se fait en collaboration avec les services d'hygiène de la ville.

La première étape du programme a consisté à faire des captures périodiques d'insectes pendant un an environ, afin d'établir la dynamique des populations. Dans une deuxième étape, au printemps 92, les tuyauteries et les gîtes ont été traités par pulvérisation de l'insecticide. Cet été, de nouvelles captures ont été effectuées qui ont confirmé l'efficacité du traitement, puisque le nombre de moustiques est divisé par trois par rapport à l'année précédente.

Un nouveau traitement est prévu en novembre 92. Le but de l'ORSTOM pour ce nouveau traitement est de réduire son coût, dans l'objectif du transfert à la ville de Maroua de cette opération de lutte. Il s'agit de s'approcher au mieux de conditions réalistes pour la ville de Maroua :

"Les camerounais n'auront jamais les conditions de la recherche. C'est une procédure aujourd'hui qui n'est pas réaliste au niveau local. (...) Pour le prochain traitement, l'objectif est de réduire les coûts : ce sont les services d'hygiène de la ville qui vont traiter, et on ne traitera que les maisons qui sont reliées à la SNEC (Société Nationale des Eaux du

Cameroun). On est en train actuellement de repérer ces maisons à partir des listings de la SNEC. (...) On veut des conditions réalisables et reproductibles. Il faut que les services de la ville fassent la technique, et que l'ORSTOM n'assure plus que l'évaluation scientifique, le contrôle de l'efficacité." (chercheur expatrié)

Enfin, une dernière spécificité de cette action est, comme nous l'avons déjà souligné, d'avoir été largement relayée par les medias : au niveau local d'une part (interviews et spots d'information bi-quotidiens à la radio, autocollants, diffusion des résultats dans la presse) ; au niveau international d'autre part (article de presse dans *Science et Vie Junior*, *Jeune Afrique*, *New Scientist*, *Libération*, *Le Figaro*, etc..).

L'impact au niveau local, outre de diffuser une image valorisante de l'ORSTOM, du Centre Pasteur et du Ministère de la Santé camerounais, est de faciliter l'accueil de l'opération par la population : d'après un orstomien, *"les gens savent que ça marche, ils sont plus prêts à coopérer"*. Or un des objectifs est que *"dans l'avenir, les gens traitent eux-mêmes leurs lavabos ou leurs douches"*, en commercialisant l'insecticide sous forme de pâte.

• **L'opération de lutte contre les simulies**

Nous ne détaillerons pas cette opération également menée par le service d'entomologie du Centre Pasteur, mais nous la mentionnons car elle est un exemple d'intervention de l'ORSTOM en **expertise**. C'est la SONEL (Société Nationale d'Electricité du Cameroun) qui en 1987 a fait appel à l'ORSTOM, via le Ministère de la Santé, pour qu'il traite par insecticide biologique les sites de construction des barrages. L'ORSTOM intervient actuellement sur quatre implantations, afin de protéger des nuisances le personnel qui travaille à la

construction des barrages. Les chercheurs viennent périodiquement sur le terrain, font des relevés d'insectes, pour voir s'il se développe une résistance à l'insecticide. L'intérêt de cette expertise pour les orstomiens est de poursuivre leurs recherches en lutte, et de tester les insecticides :

"On travaille dans de bonnes conditions. On peut faire de la recherche en lutte sans avoir de financement ORSTOM. (...) On a de bons contacts avec les gens de la SONEL, mais ils n'ont plus d'argent. Je ne sais pas s'ils vont reconduire la convention." (chercheur expatrié)

Par ailleurs, ce type d'action peut avoir un impact économique appréciable, dans la mesure où les traitements sont très chers : il est important de repérer rapidement l'apparition d'une résistance des simuliés à la bactérie, pour éviter le gaspillage que représenterait un traitement inutile.

CHAPITRE IV

LES TENSIONS ENTRE "RECHERCHE",
"DEVELOPPEMENT" ET "COOPERATION"

A. UNE TENSION ENTRE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DANS LE DISCOURS DES CHERCHEURS DE L'ORSTOM

Les chercheurs orstomiens que nous avons rencontrés sont soucieux d'affirmer la spécificité de leur travaux, à l'interface entre recherche et développement. Leur fonction est de contribuer à l'avancement des connaissances scientifiques, tout en participant au développement du pays. Certains chercheurs mettent davantage l'accent sur l'utilité pour le pays :

"La vocation de l'ORSTOM est d'être réaliste par rapport à des problématiques locales (...) L'OMS se plante un peu à mon avis. Ils s'enthousiasment sur les souches d'anophèles trouvées en laboratoire, au détriment des financements des travaux de terrain." (chercheur expatrié)

Pour d'autres, la distinction fondamental / appliqué est un faux problème, spécialement lorsque les chercheurs travaillent dans le domaine de la santé, sur des maladies endémiques dans les pays du Sud :

"On se doit aussi de faire avancer les connaissances, de faire de la recherche fondamentale. C'est un discours que vous retrouverez souvent. On est tous de formation universitaire française, ça marque. Les débats sur recherche fondamentale ou recherche appliquée sont vraiment stériles. On travaille forcément en coopération (...) Quand on travaille sur le paludisme, le problème du "développement" ne se pose pas. Le paludisme n'est pas un problème du Nord ; on ne peut pas nous accuser de travailler pour le Nord, par intérêt personnel." (chercheur expatrié)

Pourtant, même si la distinction n'est pas objectivement fondée, elle est présente semble-t-il dans les valeurs implicites du "milieu" scientifique, selon lesquelles **la recherche "fondamentale" est dotée d'un plus grand prestige ou d'une plus grande noblesse que la recherche appliquée à une action de développement.**

Un exemple dont nous avons déjà parlé est celui de la conception des atlas, travail peu valorisé au sein de la communauté scientifique. C'est le cas également de tout ce qui est recensement ou inventaire. D'une manière plus globale, le terrain semble dévalorisé par rapport à la recherche "de pointe" en laboratoire. Tout se passe comme si **la science, pour maintenir son aura, devait taire les conditions de sa production**, et entre autres l'étape de recueil de données. Le terrain serait la partie "manuelle" et "laborieuse" au service d'une recherche intellectuelle et prestigieuse :

"On a toujours été considéré comme des bons sauvages qui filent des échantillons à bas prix pour les gens du CNRS ou de l'université."
(chercheur expatrié)

"Ils (les chercheurs du CNRS) s'imaginent qu'on ne travaille pas beaucoup, qu'on est là en dilettante, parce qu'on travaille rarement à un niveau pointu. (...) On a du matériel, mais on ne fait pas de biologie moléculaire ou de génie génétique."(chercheur expatrié)

Le plupart des chercheurs ne se plaignent pas du tout de la dimension "terrain" ou appliquée de leurs travaux, puisque c'est ce qu'ils ont choisi : *"moi, ce que j'aime, c'est le contact direct entre le laboratoire et le terrain"* dit l'un d'eux. En revanche, **ils demandent que leur milieu professionnel reconnaisse le caractère spécifique de leurs recherches, du à leur localisation outre-mer et à la mission de développement en coopération de l'ORSTOM.** Les chercheurs souhaitent notamment que l'évaluation des résultats de leur activité tienne compte du fait que les conditions de production de leurs travaux sont très

différentes de celles d'un chercheur en France. En effet, les conditions de travail sont telles qu'elles ralentissent considérablement le processus de recherche, et ne permettent pas à l'orstomien d'être "à la pointe" de ce qui se fait dans son domaine.

Les orstomiens soulignent plusieurs facteurs qui rendent **le processus de recherche particulièrement lent** :

- **Le problème de l'accès à des informations ou des documents officiels**, qui nécessite que les chercheurs se constituent des réseaux de relations locaux pour détourner les blocages institutionnels :

"On a accès aux documents par réseau, par bakchich ; le fait d'être là depuis longtemps permet de faire pression. Chaque administration garde ses informations. Tant qu'on appartient pas à une filière ethnique ou religieuse, on n'a pas accès à l'information. On nous demande de faire une demande officielle, et en réalité cela n'aboutit jamais. Il faut passer par la bande." (chercheur expatrié)

- **Le problème de l'accès au terrain**, qui peut être difficile et aléatoire :

"Le site n'est pas trop difficile d'accès mais c'est un terrain dégueulasse, plein de moustiques, des conditions de travail difficiles, et l'insécurité".(chercheur expatrié)

"Dans le Centre, on a eu trois cent cinquante familles en trois semaines; dans l'Ouest, comme c'est une chefferie très grande et qu'ils font tout à pied, ils ont fait trois cent cinquante ménages mais ça a été plus long. Il faut dire qu'il y a beaucoup d'imprévu : les deuils, le marché, la personne qui n'est pas là; on peut revenir plusieurs fois avant d'arriver à passer tout le questionnaire." (chercheur expatrié)

Dans le domaine de la santé, l'accès ou le suivi des malades n'est pas toujours aisé :

"Ce n'est pas évident de suivre les malades. Les gens ne sont pas forcément conscients des troubles oculaires (...) On va dans les villages, on prend les noms. On insiste auprès des gens qui sont traités pour qu'ils reviennent l'année suivante".(chercheur expatrié)

De plus, le médecin ne peut pas se limiter à sa propre problématique, et doit répondre aux demandes des villageois :

"Quand on est sur le terrain, il faut aussi donner quelque chose en retour, des soins et une prise en compte des demandes locales de santé. On donne des médicaments quand on peut mais si c'est d'autres besoins, on peut conseiller, réorienter". (chercheur expatrié)

Cette difficulté d'accès au terrain explique que celui-ci soit le plus souvent choisi non seulement à partir des définitions du protocole scientifique, mais aussi en fonction des **contraintes matérielles** ou des **opportunités**.

- **Le problème des conditions matérielles d'expérimentation**, qui, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, sont dans certains cas très défectueuses.

- **Le problème de l'isolement scientifique**. Certains chercheurs estiment qu'il leur est difficile de se tenir au courant de l'actualité scientifique, que cela nécessite beaucoup d'efforts :

"Je ne suis pas dans l'air du temps pour ce qui est de la terminologie. Je n'ai aucune revue qui arrive ici. Dans mon domaine, il n'y a aucun abonnement. J'ai une correspondante à Paris qui tous les mois me fait une copie de quinze revues, et j'écris aux auteurs qui m'intéressent pour avoir les tirés à part. Mais c'est long et c'est de la débrouille."(chercheur expatrié)

Les orstomiens souhaitent donc que leur milieu professionnel, et notamment les membres de leur hiérarchie en France, prennent en compte la particularité des conditions de leur recherche.

Ainsi, certains jeunes chercheurs se plaignent d'une non reconnaissance de leur activité. Ils ont l'impression de faire un travail difficile, sans en retirer aucun gain en terme de visibilité sociale ou de reconnaissance professionnelle. Ce sont eux qui rendent possible la recherche, en "se coltinant" les réalités matérielles quotidiennes, mais d'autres (les "missionnaires" notamment) qui en tirent le bénéfice.

B. LES LIMITES STRUCTURELLES AU CAMEROUN DE LA MISSION DE DEVELOPPEMENT EN COOPERATION DE L'ORSTOM

Les impacts de l'action de l'ORSTOM au Cameroun sont, comme nous l'avons vu, nombreux. Mais **ces impacts restent étroitement liés à la présence de l'Institut dans le pays**. En effet le Cameroun ne possède pas aujourd'hui les moyens (en matière de finances, de structures ou d'organisation sociale) de reprendre à sa charge les innovations initiées par l'ORSTOM, pour les entretenir ou les développer. Nous avons pu repérer quelques cas de poursuite des travaux après le départ de l'orstomien, comme les recherches en nutrition de l'IMPM. Mais le plus souvent, l'activité cesse peu après le départ du chercheur français.

Ce phénomène se passe par exemple pour le réseau hydrologique :

"Quand l'ORSTOM s'est désengagé en 1979, le service d'hydrologie a été confié aux camerounais. Jusqu'en 1986, il y avait des financements et tout le travail de terrain était bien suivi. Notre réseau hydrométrique était le plus étoffé en Afrique mais depuis la crise de 1986, l'Etat ne peut plus le prendre en charge. Ici, c'est un problème de financement. Le problème c'est que l'hydrologie n'est pas un domaine prioritaire pour les autorités." (chercheur local)

En ce qui concerne le programme OCISCA, la deuxième phase prévoit explicitement la décentralisation des responsabilités. Mais les chercheurs camerounais sont semble-t-il en concurrence pour prendre la responsabilité des différents observatoires, et il est probable que le relais ne se fasse pas sans conflits. Les enjeux sont tels que, d'après un chercheur local, seule une personnalité externe peut assurer la coordination :

"Le problème, c'est qu'il faudrait trouver quelqu'un à l'ORSTOM, un chercheur senior pour nous encadrer après le départ de Courade. Mais il faut quelqu'un de connu, de reconnu dans sa discipline. Il n'y a que quelqu'un d'externe et de neutre qui peut nous encadrer." (chercheur local)

En effet, une des fonctions de l'ORSTOM, implicite mais très importante, est d'être **une garantie de neutralité dans un jeu politique ou de clientèle**. Ce rôle de neutralité peut s'exercer à différents niveaux.

Dans l'opération de lutte anti-vecteurs à Maroua par exemple, qui prévoit la prise en charge progressive du traitement par la ville, l'ORSTOM est **la garantie d'une affectation conforme des sommes**. Un des chercheurs expatrié imaginait, pour financer l'opération, demander la participation des commerçants ou des hôteliers de la ville, spécialement intéressés à ce qu'il n'y ait plus d'insectes nuisants. *"Mais le problème est que les gens n'ont pas confiance pour donner de l'argent. C'est l'ORSTOM qui devra faire la gestion financière"*. En effet, si l'ORSTOM se retire, il n'y aura plus personne pour garantir le non détournement de l'argent.

L'ORSTOM représente également **une garantie de neutralité dans la gestion des carrières des chercheurs camerounais**. Certains d'entre eux aimeraient que l'Institut soit davantage impliqué dans leur évaluation :

"Nous aimerions que l'ORSTOM joue plus pour notre évaluation, car pour l'instant, ce sont des administrateurs qui ne sont pas de notre discipline qui nous évaluent. Il n'y a pas d'objectivité. Le problème, c'est que nous sommes aussi évalués par des gens de l'université. Ca se fait beaucoup en fonction de la couleur politique et des relations de chacun."
(chercheur local)

Une autre limite à la poursuite des actions engagées par l'ORSTOM est **l'absence de structures camerounaises capables d'assurer le transfert de l'innovation et sa diffusion à grande échelle**. Il ressort par exemple de l'évaluation des formations que l'OCEAC a données pour la diffusion de la lutte contre le paludisme par moustiquaires imprégnées qu'elles n'ont dans la plupart des cas pas été suivies d'effet. Les conditions de travail des personnels camerounais sont telles qu'elles ne les encouragent pas forcément à s'impliquer :

"Les personnes sur place ne sont pas toujours prêtes à travailler. Certains viennent ici en stage ici uniquement pour toucher les per diem, puis ils rentrent et ne font rien." (chercheur local)

Or les chercheurs, s'ils souhaitent contribuer au développement du pays, affirment également **la limite de leur rôle** ; c'est ensuite à l'Etat d'affecter les financements nécessaires pour assurer le relais de l'action :

"La lutte contre le paludisme dispose d'un arsenal de méthodes. Ce n'est pas le problème de créer de nouvelles méthodes (...) Les chercheurs ont fait leur travail, ils ont mis au point une méthode de lutte efficace et utilisable. Maintenant, ça ne dépend plus de nous." (chercheur local)

Ces **limites structurelles** à la perpétuation des effets de l'action de l'ORSTOM touchent aussi bien **les actions de développement** que **la recherche en coopération**. En effet, les chercheurs camerounais formés par l'ORSTOM ont peu de chance d'obtenir par la suite des crédits qui leur permettraient de poursuivre leur recherche.

La question de la création d'une dynamique de la recherche africaine n'est donc pas encore résolue. Il y a quelque temps, le Ministère de la Coopération avait pour projet de repérer les cinq cents meilleurs chercheurs africains et de trouver un financement par une fondation. Un des problèmes qui s'est posé était celui des critères de sélection des chercheurs, et finalement le projet n'a pas vu le jour. Une autre solution qui pourrait être envisageable serait d'ouvrir des postes ORSTOM à des chercheurs africains. Mais cette solution nécessite, comme nous l'avons vu, que l'ORSTOM modifie sa politique de recrutement.

Finalement, cette impasse dans laquelle se trouve la recherche en coopération et l'absence d'avenir pour les chercheurs camerounais suscitent un certain

septicisme chez les expatriés quant à leur rôle au Cameroun et quant à la fonction de la coopération :

"Les contrats d'association, c'est pour identifier des partenaires pour demain...les "ministres en sommeil" qui seront bien placés pour que l'ORSTOM puisse se maintenir." (chercheur expatrié)

"Tout le monde défend le pré-carré africain. Nous, on est les danseuses du gouvernement français. Tout ça c'est de la politique." (chercheur expatrié)

ANNEXE

LISTE DES PERSONNES INTERVIEWEES

STRUCTURE	NOM	Statut	Thème de la recherche
ORSTOM mission Yaoundé CDUS INC MESIRES IRGM ORSTOM Maroua	BONVALLOT	Représentant	---
	JANIN	Alloc. ORSTOM	OCISCA, coordination
	CHAUVIAT	Ing. ORSTOM	Réalisation des atlas
	TURMAINE	Documentaliste MAC	Informatisation centre document.
	WIRRMANN	Ch. ORSTOM	ECOFIT, sédiments lacustres
ORSTOM Maroua	SEIGNOBOS	Ch. ORSTOM	Atlas - Agrosystèmes
IRGM	EKODECK	Dir. IRGM, Ch. Ass.	Formations superficielles
	N'TONGA	Ch. Associé	Régime hydrique des sols
Herbier National	ASHUNDONG	Ch. sans contrat	ECOFIT, avancée de la forêt
ex ISH	ENGOLA OYEP	Ch. sans contrat	OCISCA, observatoire Yemessoa
	ELOUGA	Ch. Associé	Fouilles archéologiques
	WANG SONNE	Ch. sans contrat	Eau et Santé, histoire action sanit.
IMPM	TAKOUKANG	Ch. sans contrat	Eau et Santé, malacologie
	MBOME LAPE	Formation/insertion	Farines de sevrage
	RIKONG ADIE	Ancien Ch. Ass.	Anémies nutritionnelles
	GWAMGWA'A	Ch. Associé	Anthropologie de la nutrition
INC	POKAM	Ch. Associé	Eau et Santé, géographie
	OLINGA OLINGA	Ch. sans contrat	OCISCA, observatoire Yemessoa
	BOPDA	Ch. Associé	OCISCA, observatoire Yemessoa
IRA	KENGUE	Ch. Associé	Agro-systèmes, safou
UNIVERSITE	BITOM	Ch. Associé	Formations superficielles
CENTRE PASTEUR	GHIPANI	Directeur	Parasitologie
	BRENGUES	Ch. ORSTOM	Eau et Santé, coordination
	BARBAZAN	Ch. ORSTOM	Lutte contre les vecteurs
	BOUSSINESQ	Ch. ORSTOM	Epidémiologie de l'onchocercose
	DARRIET	Ing. ORSTOM	Agents de lutte biologique
	BALDET	VSN	Lutte contre les vecteurs
OCEAC	ROBERT	Ch. ORSTOM	Palu, cycle du parasite ds vecteur
	COT	Ch. ORSTOM	Palu mère/enfant, Eau et Santé
	GARCIA	Ch. ORSTOM	Epidémiologie génétique palu
	LE GOFF	Ing. ORSTOM	Epidémiologie palu, lutte
	MANGA	Ch. Associé	Epidémiologie palu, lutte
	BODO	Ch. Associé	Génétique de la drépanosite
	ESSONG	Technicienne	Palu, repérage des gamétocytes
	TCHUINKAM	Ch. sans contrat	Palu, cycle du parasite ds vecteur
	DEKKER	Stagiaire hollandais	Palu, cycle du parasite ds vecteur

REUNIONS COMPLEMENTAIRES

Observation participante avec M. ELOUGA, archéologue

Observation participante avec A. BOPDA, responsable observatoire OCISCA

Réunion de groupe avec les chercheurs en début d'enquête

Réunion de groupe avec les chercheurs en fin d'enquête